

NOIR ET ROUGE

CAHIERS D'ÉTUDES ANARCHISTES RÉVOLUTIONNAIRES

N & R

CAHIERS d'ETUDES
ANARCHISTES- COMMUNISTES

N° 19 — NOVEMBRE 1961

- EDITORIAL	p.1
- FAIRE LE POINT	5
* TRAVAILLEURS, SYNDICATS et MILITANTS....	10
* MARXISME et ANARCHISME	34
- SOLIDARITE	89
- DANS NOTRE COURRIER	90

POUR LA CORRESPONDANCE:
LAGANT B.P. 113-PARIS(18è)

POUR TOUS ENVOIS d' ARGENT :
LAGANT.CCP 16.682.17 PARIS.

(Ce Numéro nous coûte : 1.50 N.F.)

Nous remercions tous les lecteurs qui nous adressent leurs encouragements, leurs critiques, leurs suggestions, leurs projets d'études (et leurs mandats !). Ce contact nous permet de découvrir de nouveaux amis de l'anarchisme-communisme et aussi de resserrer nos liens avec de nombreux sympathisants ou militants du mouvement libertaire.

IL EST RÉPONDU A CHACUN DANS LES PLUS BREFS DELAIS.

IMPORTANT:

PRIERE DE NOUS SIGNALER TOUT CHANGEMENT d'ADRESSE.

EDITORIAL

LES MOMIES AU POUVOIR

De machin en tracassin, ponctué d'explosions au plastic et de discours du Sauveur, le régime dur et pur hérité du 13 Mai 1958, approche doucement de sa fin. Et chacun prépare les lendemains qui, cette fois, c'est garanti, chanteront. Les hommes nouveaux sortent de leurs sarcophages, les bandellettes empoussiérées tombent et l'on voit apparaître un joli MOLLET, un MENDES encore en état de marche, un GAILLARD de choc et autres Edgar FAURE voire du Paul REYNAUD rénové. Sans oublier un certain PINAY qui, de St Chamond, joue les grandes mystérieuses, imitant en cela un illustre prédécesseur aux longs bras en V. Dame ! Il ne faut jamais négliger une bonne recette, ça peut resservir...

CE FASCISME BIEN DE CHEZ NOUS...

Les lendemains qu'on nous prépare chanteront peut-être, à moins que la baraque "républicaine" ne saute avant, car il y en a qui lui en

veulent sérieusement, à la République ! Par exemple ceux pour qui "l'ALGERIE FRANCAISE " a, enfin, été le bon truc qui ramène beaucoup de monde autour du néo-fascisme. Parce que nous en sommes là, nous Français, pays de la liberté et du bon sens réunis (!) nous avons fabriqué un fascisme à notre mesure, pas très grand ni brillant, en bricoleurs pourrait-on dire, mais enfin le principal a été d'y arriver, hein? Et nous pensons qu'aujourd'hui beaucoup de gens seraient prêts à trouver des circonstances atténuantes au nazisme tricolore. Il n'est que de voir la naissance de la guerre d'ALGERIE, les premières tortures, les premières mechtas passées au napalm, les ratonnades qui suivirent, abrégeons... Y a-t-il eu tellement de protestations, en ce pays, à part les minorités habituelles? Quant à l'action des syndicats et autres partis "ouvriers", à cette période, elle fournira aux sociologues de l'avenir, le thème de longues et passionnées études, ainsi que l'attitude de certains hommes de "gauche", les mêmes qui s'appréhendent à ressurgir, pour nous sauver bien entendu.

MEMOIRE COURTE ET BRAS LONG

Car enfin, si on veut faire un peu d'histoire, il faut bien dire que l'Indochine, la Tunisie le Maroc, les Comptoirs des Indes, et tous les "abandons" signalés à la vigilance patriotique, ça n'avait pas rendu, et les croisés celtiques de Jeune Nation commençaient à se morfondre quand soudainement, on entendit la voix du camarade MITTERAND, ministre de MENDES-FRANCE, déclarer: " l'Algérie, c'est la France" pendant que le gouvernement d'alors parlait déjà de rappeler des trouffions "afin que nos départements algériens restent dans la République ".

Souvenons-nous du beau travail du gouvernement MOLLET, son rappel de réservistes, le proconsulat de l'ignoble LACOSTE, l'homme qui ouvrit les tortures, aidé et protégé par son camarade de parti, Max LEJEUNE (toujours à la SFIO, toujours pas désavoués par MOLLET, et les militants....), alors ministre. Dans ce beau tableau, n'oublions pas les pouvoirs spéciaux votés par les socialistes et le P.C., en bons et braves républicains qu'ils étaient.

Tout ça pour dire que le fascisme a bien été aidé en ses débuts par cette Algérie française dont tout le monde était partisan, hommes de "gauche" en tête, au commencement de la révolution algérienne et si M. TERAND a depuis retourné sa veste pardon ! reconsidéré la question, il n'est pas le seul. Seulement le temps de cette réflexion a coûté des centaines de milliers de morts algériens et français (le peuple algérien a été de loin le plus saigné, cela va sans dire quand on se livre à une "pacification" bien conduite), des monceaux de fric (n'en parlons pastrop longuement, ce sont également les peuples algériens et français qui casquent) enfin la dernière note à payer risque d'être tout simplement la bagarre, ici même, "entre français", comme on dit avec horreur, et dans cette bagarre chacun peut recevoir des éclats.

FRANCO DE PORT

En attendant, le gouvernement gaulliste fait du troc. Avant d'aller pleurer misère auprès des organisations ouvrières en cas de nouveau putsch comme il est vraisemblable que cela se fera, la

République dure et pure obtient la neutralisation, (ça on demande encore à voir) des fascistes de l'OAS en Espagne, en coffrant EL CAMPESINO. Non que nous nous attendrissions spécialement sur le sort de l'ami du sinistre LISTER, destructeur des collectivités d'Aragon, dont nos camarades de la CNT-FAI apprécieraient les méthodes très particulières durant la guerre civile, non bien sûr, mais chacun peut se rendre compte du dangereux précédent que cela crée. Car on a commencé par un "Républicain" et, pour faire bon poids, on est venu arrêter des camarades libertaires ensuite. Et rien ne prouve que cela soit fini. C'est beau, c'est grand, c'est généreux, la France ! Le Préfet de police, lui, "conseille" au musulmans de rentrer chez eux, à 20 heures et seuls, aux café musulmans de fermer à 19 heures; le 17 Octobre, ce sont les morts algériens pendant les dramatiques manifestations de Paris ...

Pendant ce temps le P.C. fait risette à la SFIO, laquelle boude, le MOLLET prépare un Front Républicain, à moins que ce ne soit socialiste (ce MOLLET interchangeable, futur grand homme de la Gauche de demain, mais qui serait tout aussi capable de s'acoquiner avec la Droite, il l'a déjà montré) avec MENDES ou d'autres (radicaux, MRP, etc...) bref on se prépare pour le futur. Ajoutons qu'il serait peut être temps aussi pour la classe ouvrière de se préparer pour le futur, et même pour le présent.

NOIR et ROUGE.

FAIRE LE POINT



Dès les premiers numéros de N.&.R. nous avons souligné notre souci de "répondre avec le maximum de netteté" aux questions qui se posent à nous.

Depuis un certain temps, de nouvelles situations, qui ont entraîné différentes décisions nous obligent à faire de nouveau le point, non seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour nos lecteurs. Nous avons hésité assez longtemps, mais pendant les cinq années d'expériences de N.&.R. la plupart de nos lecteurs sont devenus nos amis, et il est toujours préférable de parler clairement, et si possible objectivement, plutôt que de laisser les bruits servir d'informations. Enfin, les expériences passées, positives ou négatives, doivent être utiles pour le futur.

Quand nous avons créé les GAAR, et N.R. nous avons plusieurs raisons communes; nos lecteurs les connaissent, elles se trouvent dans les éditos de nos premiers numéros. Nous les énumérerons brièvement: bulletin idéologique, une image de l'anarchisme d'aujourd'hui, fouiller au maximum la pensée anarchiste, pas d'action valable sans pensée poli-

tique sérieuse, se débarrasser du paternalisme et du leaderisme, essayer de faire une organisation anarchiste-communiste spécifique, etc...

Nos perspectives étaient: préparer les bases d'un anarchisme renouvelé, sauver les principes de l'anarchisme-communisme du naufrage de la FCL, manifester la présence de cet anarchisme. Plus loin ce serait "le jour où eux (les camarades inconnus) nous, tous ensemble, serons prêts à un efficace regroupement, alors, à ce moment là seulement, l'Anarchie pourra faire de belles et grandes choses." (N.R. N° 3, 1956).

Aujourd'hui, précisément sur ce dernier point, le regroupement, l'unité tactique et l'organisation spécifique des GAAR, ont subi un échec, et leur existence a été mise en question. L'unité idéologique n'est pas mise en cause.

Quelques camarades ont jugé que ce "regroupement efficace" était faisable, et l'ont réalisé en créant une tendance anarchiste-communiste au sein de la Fédération Anarchiste Française depuis 1961. Ces mêmes camarades ont jugé que N.&R. ne les satisfaisait pas, et s'en sont donc désintéressés au moins depuis Novembre 1960.

Une autre partie des camarades reste en dehors de la F.A. Ce sont eux qui ont sorti les numéros 17 & 18 de NOIR & ROUGE. Ce qui importe c'est que N.R. n'engage que la partie de son ancienne équipe rédactionnelle qui continue de le rédiger maintenant; c'est que N.R. ne porte plus les initiales des GAAR; les GAAR,

eux-mêmes, tels qu'ils ont été formés en 1955-56, ont cessé d'exister.

Disons aussi que, si notre attitude vis à vis de la F.A. a été parfois réservée (cf. N° 3 N.R.) elle n'a jamais été hostile, et maintenant encore moins qu'avant.

Si nous avons refusé d'y entrer, et si nous continuons d'être en dehors d'elle, c'est que notre propre tâche, telle que nous l'avons décrite au début de cet article, avancera mieux si nous restons indépendants. Le souci d'efficacité, les poussées extérieures vers une union (très forte en ce temps de "ma grandeur" sans lendemain) agissent aussi sur nous. Mais nous les envisageons sur le plan d'une coordination plus étroite. Car nous sommes las des unions sans fondements, des déclarations "le travail théorique est fini, maintenant c'est le temps de l'action" (comme si on pouvait séparer l'action, la pensée et l'éthique).

COMMENT VOYONS-NOUS NOTRE TÂCHE ?

sur deux plans:

- sur le plan de N.R.
- sur le plan extérieur.

SUR LE PLAN de N.R.

Disons tout de suite que nous ne sommes pas pleinement satisfaits de notre revue: nous avons

quelquefois été routiniers, nous avons évité d'affronter des questions épineuses, nous avons hésité entre des études simples et claires, et d'autres plus avancées, mais plus arides, enfin, techniquement, nous fabriquons nos numéros d'une manière artisanale. Nous sommes conscients et critiques de notre travail et de nos possibilités.

Mais malgré ces insuffisances, nous continuons NOIR & ROUGE, car cette Revue a joué un rôle dans le Mouvement, et surtout a une tâche à remplir, tâche à peine commencée et qui reste devant nous. Nous considérons qu'avec une conscience aiguë de la nécessité de faire ce travail, une patience visant au-delà des résultats immédiats, une collaboration et une participation plus élargies, un esprit ouvert et critique, nous pouvons faire quelque chose d'utile. Pour cela, nous nous sommes adressés personnellement à un certain nombre de nos lecteurs, nous nous adressons encore à tous; nous avons demandé leur collaboration à des membres de la FA proches de nous; nous avons modifié notre méthode de travail en essayant de coordonner les initiatives individuelles...Des résultats existent déjà: N.&R. au lieu d'être rédigé par les seuls camarades responsables donne de plus en plus de place à d'autres collaborateurs, libertaires ou sympathisants.

Nous avons encore une série de projets que nous espérons réaliser progressivement. Mais si nous nous apercevons que notre travail fait double emploi avec celui d'autres camarades (ce qui à notre connaissance n'est pas le cas en français); que notre travail devient un obstacle supplémentaire au difficile travail d'actualisation de l'Anarchisme, alors nous adapterons nos efforts en fonction de cette situation nouvelle.

LA DEUXIEME TACHE, NOS RELATIONS EXTERIEURES:

Avant tout, avec nos lecteurs: il n'existe pas tellement de revues qui, comme N.R. aient des relations suivies avec un grand nombre de leurs lecteurs. Il s'agit actuellement pour nous de faire participer d'une manière plus active nos lecteurs que nous considérons, pour la plupart, comme nos amis et nos camarades.

Ensuite, N.&.R. en tant que cahiers d'études anarchistes-communistes, possède une certaine audience auprès de milieux assez divers, mais sympathisant s à nos idées. Nous espérons augmenter ces liens, pour nous enrichir nous-mêmes, et pour permettre en même temps de briser cet espèce d'isolement de silence autour de tout ce qui concerne l'Anarchisme.

Voilà où nous en sommes actuellement et comment nous envisageons notre action commune.

" NOIR & ROUGE "

TRAVAILLEURS,
SYNDICATS
ET MILITANTS

Les discussions sur les syndicats sur les rapports du parti et du syndicat, sur les tendances et sur l'unité, sur la bureaucratisation ou la dégénérescence des syndicats sont de celles pour lesquelles on se passionne aisément. D'autant plus qu'il est relativement facile de parler de ces "problèmes". Et d'en parler de telle manière qu'on s'éloigne peu à peu de la réalité. Ce qu'on dit, ce qu'on écrit, ne peut alors être compris que d'un petit cercle d'initiés et devient étranger à ceux qui en sont le sujet, c'est-à-dire aux travailleurs. De sorte qu'on finit par parler des luttes en oubliant que ce sont les travailleurs d'aujourd'hui qui les font, que ce sont eux, avant tout, qui leur donne le contenu et la forme.

Ces discussions sont souvent d'ailleurs le reflet d'expériences et de réalités passées, parfois lointaines; tout aussi souvent elles se réfèrent à des cas particuliers. Non que toute

réflexion sur le passé ou sur les expériences antérieures, ou que toute idée ou théorie doivent être rejetées. Mais les idées ou théories n'ont de valeur que replacées dans le contexte économique et social qui les ont fait naître; la réflexion sur un fait ou une expérience n'a de sens que par rapport au contexte général et à l'évolution historique: cette réflexion prend toute sa mesure par rapport à ces généralités et ces généralités se trouvent enrichies en retour par l'apport de ce qui est nouveau et particulier.

En France, notamment depuis une dizaine d'années, le développement technique et la modernisation accélèrent la transformation des structures sociales. Plutôt que d'essayer, au nom du passé, de tirer des leçons, il nous paraît tout aussi important de voir ce que représentent les travailleurs dans la société capitaliste d'aujourd'hui, quelles sont leurs ambitions, quel est leur sort, pourquoi et comment ils luttent.

Pour voir les tendances de cette société, comparons seulement la situation des travailleurs en 36 et maintenant. Sans grandes luttes ils ont acquis un niveau de vie, ils se voient concéder des avantages qu'ils auraient dû enlever de haute lutte autrefois. On peut épiloguer sur la nécessité pour le capitalisme de se survivre en développant la consommation intérieure, on peut théoriser la diminution constante du nombre d'ouvriers réellement productifs, on peut dénoncer la tentative d'intégrer les travailleurs tout en sauvegardant l'essentiel des structures hiérarchiques par l'octroi d'avantages calculés. Mais vu sous

un autre angle, tout ceci peut aussi s'exprimer par la nécessité absolue pour la survie du régime de se concilier les travailleurs: une classe dominante ne se soucie des autres classes que si elles menacent son pouvoir. Des concessions sont des tentatives de réduire un "mécontentement" et d'entraîner une adhésion. Jamais les travailleurs n'ont pesé objectivement, aussi lourd dans les soucis du patronat et de l'Etat: peut-être parce que jamais la société capitaliste n'a eu autant besoin, pour survivre de l'adhésion des travailleurs. Cela n'est pas dû à une action "révolutionnaire", mais à une évolution sociale, conséquence de l'évolution technique, qui oblige les dirigeants à rechercher de plus en plus l'adhésion des exécutants. Il est possible que le plan de "l'action révolutionnaire" se soit déplacé d'une contestation globale des structures de la société (qui s'exprimerait par le désir de renverser l'ordre établi par la violence) vers une contestation du contenu même de l'exploitation au niveau de l'entreprise. Cet aspect est très important, car c'est lui qui donne le ton des luttes revendicatives présentes, qui situe le plan sur lequel elles se déroulent.

Il y a 25 ans, pour les travailleurs les plus défavorisés, c'était la misère. Chacun peut trouver dans son enfance des souvenirs; j'ai vu tout près de Paris des ouvriers agricoles misérables: taudis, enfants en haillons, cercle vicieux de l'alcoolisme et de la déchéance. Le même aujourd'hui a sa petite maison, sa télé, et sa vieillesse assurée, médiocrement, mais assurée quand même, au lieu de l'hospice autrefois. On ne se bat plus pour les salaires, encore moins pour le pain, à moins que l'on appelle se battre les dérisoires grèves

tournantes ou les journées d'action. D'une manière générale les salaires sont adaptés sans luttes, le SMIG si bas soit-il est quand même un plafond (non négligeable pour beaucoup) à l'exploitation. Patronat et Etat essaient même de définir, avec des fortunes diverses une cadence d'augmentation en fonction de l'accroissement de la production. Quels qu'en soient les motifs, ces faits entraînent la disparition de toute une conception des luttes: celle qui découlait d'une lutte vitale, celle où l'on s'engageait physiquement, violemment. Tout un contexte pousse dans le même sens à la transformation de l'action revendicative: sécurité sociale, retraite chômage, congés payés, reconversions, décentralisation, tout semble procéder du souci d'éviter une crise majeure. Une à une disparaissent les raisons que les travailleurs pouvaient avoir de se dresser collectivement et radicalement contre la société. Bien sûr toutes ces "réformes" sont doublement ambiguës: elles paraissent libérer le travailleur alors qu'elles l'enchaînent plus sûrement, et paraissent répondre à la crise de la société; elles avaient le visage d'une conquête sociale et elles prennent celui d'une institution façonnant une nouvelle société qui ne fait que continuer l'ancienne. Mais on peut se demander si les revendications ouvrières ne portaient pas naturellement cette ambiguïté et n'étaient pas révolutionnaires dans leur forme en raison d'une situation, et réformistes quant au fond. Il n'y a ni à regretter les "possibilités révolutionnaires" liées à la misère ouvrière, ni à critiquer "l'embourgeoisement" d'une classe ouvrière qui vit dans la situation qu'on lui donne et qu'elle se fait en fonction de sa situation présente. (2). La situation présente existe et c'est en elle-même (nous en sommes et nous en "profitons" aussi) que nous devons trouver les termes de notre lutte.

Dans le même temps, les structures sociales se sont profondément modifiées. Le nombre des employés et des techniciens augmente sans cesse: globalement, à l'échelle de la société tout entière, à l'intérieur d'une même profession. A Paris, il y a 55% d'employés pour 45% d'ouvriers. Des mutations importantes se produisent: déplacement vers des activités où les conditions d'exploitation sont différentes (électronique, industries chimiques) le travail de surveillance remplaçant le travail aux pièces, apparition de nouvelles techniques (automation) travail d'équipe substitué à la division du travail.

De plus en plus, les femmes entrent dans la "production". Peut-être n'y a-t-il pas sensiblement plus de femmes qui travaillent? Mais il y a des transferts importants des secteurs domestiques (ménage, lavage) vers les "manoeuvres femmes" (O.S., conditionnement, moulage, etc...) de la couture vers l'électronique, la prolifération des emplois de bureau, etc... Il faut entendre les vieux ouvriers constater le défaut de tradition et d'expérience des femmes au travail pour comprendre qu'elles oeuvrent dans l'entreprise avec des réactions très différentes subissant plus passivement, mais niant plus radicalement le travail en lui-même, par leur propre comportement.

Du fait de la mise en oeuvre de ces nouvelles techniques, une bonne partie des jeunes débouche de plain pied dans la production avec une formation (générale et technique) et trouve aisément une place et des gains qui n'étaient acquis, autrefois qu'après un long apprentissage. Malgré quelques cris d'alarme on ne peut pas dire que les travailleurs plus

âgés soient dépossédés. D'une manière générale, qu'il s'agisse des jeunes, aussi bien que des vieux et aussi criticables que puissent être les moyens modernes d'informations, le travailleur a accès à une connaissance qui lui donne dans son travail, dans sa lutte, dans sa vie, des armes bien supérieures à celles dont pouvait disposer l'ouvrier d'il y a 50 ans.

Il ne fait pas de doute qu'il ne s'agit pas d'une situation globale. Nous avons essayé de montrer les tendances de la société. D'une part dans de nombreux secteurs des situations particulières pourraient aisément permettre de contredire ce tableau. D'autre part on peut aussi prétendre qu'il ne s'agit que d'une situation provisoire tenant à des facteurs qui peuvent disparaître du jour au lendemain. Mais ces tendances n'en restent pas moins essentielles. Ce sont elles qui définissent l'attitude des travailleurs des secteurs les plus dynamiques de la société présente: ceux dont les conditions de travail et de lutte influent sur tous les autres (exemple de Renault, secteur pilote) Et peu importe qu'elles soient provisoires ou non. Ce sont elles qui déterminent l'attitude des travailleurs aujourd'hui. C'est pour refuser un "retour en arrière" sur cette condition présente que les travailleurs se battront s'ils ont à se battre. C'est en fonction de cette condition présente qu'ils jugent si les transformations de leur condition apportent du meilleur ou du pire.

Il n'y a guère de mémoire de la manière dont on a pu vivre dans un passé relativement proche. Ce qui compte, c'est le présent, et les conséquences sur ce présent de transformations imposées par le capitalisme. Si les idées restent assez fixes

les comportements se modifient rapidement avec les transformations de l'environnement du travail et de la vie. Cela entraîne de multiples contradictions entre ce que les travailleurs disent penser et ce qu'ils font en réalité. En fin de compte, il y a évolution constante des attitudes; mais elles contiennent toujours à la fois le refus de l'exploitation et le refus des bouleversements de la société capitaliste.

Ce sont ces bouleversements qui maintiennent vivaces chez tous les travailleurs les sentiments d'une situation précaire qui est la leur. Tous les "exécutants" partagent plus ou moins ce trait essentiel de la condition ouvrière. Ils retrouvent ici dans leur vie quotidienne de travailleur la tradition historique des crises, du chômage de la guerre, de la maladie, etc... sous une forme moins brutale mais avec la même impression d'insécurité.

D'un autre côté, même si l'on voit toutes ces tendances de la société capitaliste de dominer et de conjurer les crises, on ne peut quand on regarde le passé, que ressentir la fragilité de la situation présente. L'avenir de cette société qu'elle soit bureaucratique ou non, contient la même part d'incertitude, les mêmes contradictions qui entraînent d'autres formes de crises dont les classes dominées feront les frais.

Le point le plus important, c'est que dans cette société, dans ses formes rétrogrades comme dans ses formes avancées, l'exploitation subsiste dans sa totalité: quelles qu'en soient les modalités le travailleur est toujours le simple

exécutant qui doit subir toutes les vicissitudes de la technique et de la société; à aucun moment il n'est autre chose qu'un simple objet dont on exige ce qui est nécessaire vu la technique du moment. La modernisation technique a introduit la notion de productivité; à la fatigue physique se substitue la fatigue nerveuse; la réduction de la durée du travail n'a plus de sens avec les heures supplémentaires, ou l'inadaptation des structures (transports logement); les loisirs et les congés payés peuvent paraître être autant une réponse à la nécessité de reconstituer la force nerveuse de travail qu'une conquête sociale réelle; si relativement il y a moins d'aliénation dans le travail, on peut se demander dans quelle mesure cette aliénation n'est pas relayée par une aliénation dans la consommation, à laquelle se trouve liée celle d'un plus grand conformisme de vie. Les dirigeants utilisent la technique et le travail salarié en ne se souciant d'autres intérêts que les leurs, seulement dans la mesure où cela est nécessaire au maintien de leurs privilèges: toute conquête sociale n'apparaît plus à la longue qu'une nécessité pour l'aménagement de la société d'exploitation et nullement un pas vers une société socialiste.

Face à ce paradoxe d'une société qui maintient l'essentiel de son caractère de société d'exploitation mais qui, pour survivre se trouve contrainte de céder aux travailleurs pour tenter l'impossible afin de les intégrer, qui a besoin d'eux non seulement comme producteurs mais aussi comme consommateurs, on a l'impression qu'il suffirait de peu de choses pour qu'ils deviennent les maîtres de leur propre destin. Au contraire ils semblent parfois accepter une aliénation supplémentaire dans le travail (par exemple dans les heures supplémentaires) pour conquérir les biens matériels.

Pour tous ceux qui avaient rêvé une classe révolutionnaire en permanence (souvent parce qu'ils s'en pensent, consciemment ou non, les chefs ou les guides éclairés) le prolétariat "n'est plus ce qu'il était"; les uns déplorent "l'individualisme" et la course à la possession des objets matériels se doublant de celle aux heures supplémentaires; face au courant contre lequel ils ne peuvent rien ils continuent à clamer des "vérités éternelles" dans des cercles restreints qui reconnaissent leur valeur de "militants sacrifiant sa vie à son idéal". D'autres essaient constamment de raccrocher la classe ouvrière qui se dérobe à leurs analyses, cherchant avec un opportunisme constant quels sujets pourraient intéresser les travailleurs au point de les faire entrer dans la "bonne organisation". Il y a enfin les camarades qui cherchent constamment à déceler dans les travailleurs les traits "révolutionnaires" d'il y a 50 ou 100 ans et qui errent désespérément à la recherche de "l'homme". La leçon que beaucoup pourrait comprendre aujourd'hui (mais que des oeillères empêchent de voir) est que les luttes des travailleurs ne sont jamais offensives mais défensives: au départ toutes les luttes sont déclenchées pour maintenir des conditions de vie qui sont celles que la société capitaliste lui a faites. Il n'y a pas de morale de la vie ouvrière: les travailleurs vivent dans leur époque et beaucoup de leurs revendications, de leurs ambitions sont ambiguës; ce dont nous devons tenir compte, ce n'est pas du monde que nous voudrions voir, mais du monde qui existe; nous devons nous rendre compte qu'avec la technique un univers nouveau s'est introduit, aussi bien dans les rapports de travail que dans la vie de chacun.

Les luttes depuis 15 ans n'ont plus le caractère cohérent qu'elles pouvaient paraître avoir autrefois (c'est une constatation et non un regret). Si l'on continue de penser les luttes comme une perspective révolutionnaire, on est trop souvent tenté d'incriminer les hommes et les organisations, et de sortir à leur sujet tout le vocabulaire traditionnel (trahison, dégénérescence, etc...). Mais les institutions ne sont que le reflet de la société: cette incohérence reflète plus le bouleversement et la diversité d'un monde en transformation rapide, le rôle joué par les organisations est celui qui est nécessité par cette société.

Il est un niveau des luttes qui est généralement oublié par ceux qui rêvent de "grandes luttes" parce que ce sont les seules qui s'accordent à leurs rêves politiques. C'est le niveau des luttes individuelles qui est inséparable du travail lui-même. Pour tous les travailleurs, ouvriers ou employés, le fait brutal de l'exploitation subsiste quelles que soient les conditions du travail lui-même. Il s'exprime à différents niveaux: salaires, cadences, temps de travail, absurdité, hiérarchie, etc... A ce niveau, d'une manière ou d'une autre s'exprime la contestation fondamentale du travail salarié, contestation qui est d'abord une attitude individuelle, très variable suivant les conditions elles-mêmes de l'exploitation. C'est la trame de la vie même du travailleur: démerdage individuel, revendication à l'échelle du travailleur ou de petits groupes (atelier ou bureau), sentiment de posséder le patron. C'est peut-être sur ce plan que se situe la plus grande solidarité des travailleurs, que se différencient ceux qui sont intégrés et ceux qui ne le sont pas. A ce niveau, les syndicats ne jouent aucun rôle; au contraire, ils butent souvent sur

ces revendications élémentaires; elles sont "anarchiques" quant à sa propre finalité, elles sont insaisissables; au contraire, elles redonnent au syndicat et au délégué leur rôle réel dans la société capitaliste, celui d'un organisme extérieur que l'on utilise, d'un service dont on est un usager. Le délégué est considéré (comme le cadre) comme celui qui doit rendre un certain service, il suffit pour être fixé d'entendre les réflexions " il (le délégué) n'est même pas capable d'obtenir ça", et en regard, la réflexion du délégué qui ne comprend pas " ils (les travailleurs) sont bien contents de me trouver pour des bricoles, mais le jour où il faut marcher (sur l'ordre du syndicat), il n'y a plus personne". Il faut bien constater la réalité et la force de ces attitudes individuelles ou de ces groupes élémentaires (qui parfois s'oppose à tel ou tel autre groupe ou travailleur); mais ils sont mouvants, insaisissables, non conscients de leur force, s'organisant spontanément dans des circonstances précises, mais disparaissant dès que le but qui les avait fait naître est atteint; s'ils agissent ce n'est jamais au nom de principes, souvent, ils restent fermés et ils ont une perception nette des limites de leur action. Par exemple, si une action sur le plan d'un atelier rejette l'intervention du délégué ou du syndicat, les travailleurs refusent d'étendre cette action et d'entrer ouvertement en lutte avec les organisations sur le plan de l'usine.

Au delà de ces luttes élémentaires, force est bien de constater le rôle que continuent à jouer les organisations syndicales. Leur intervention présente toujours un caractère ambigu et il est tout aussi faux de prétendre qu'il ne repré-

sente plus rien que de dire que c'est une organisation exprimant les luttes ouvrières.

L'ambiguïté fondamentale du syndicat c'est qu'il est d'abord un organisme ayant une fonction précise dans la société capitaliste, mais que pour jouer ce rôle il conserve vis à vis de nombre de travailleurs le visage d'une organisation ouvrière. Il est certain que beaucoup de travailleurs sentent le syndicat comme extérieur, que beaucoup d'autres le rejettent; mais néanmoins, il reste dans beaucoup de cas l'organisation vers laquelle on se tourne dont on attend quelque chose. C'est donc qu'il introduit encore une sorte de communauté même si celle-ci, sur le plan de l'entreprise n'est plus qu'une sorte de clan. Il unifie les revendications, leur fait dépasser le niveau de l'atelier ou de l'entreprise même si, consciemment il les déforme, les réduit, les détourne de leur sens. Il joue quand même un rôle coordonnateur à l'échelon de l'entreprise, de la profession, de l'état, par le seul fait qu'il cherche à s'insérer à ces niveaux avec sa propre politique. Il peut même impulser des luttes, dans l'intérêt et avec la tactique de l'organisation, mais jouant quand même, objectivement un rôle moteur.

Certains parlent de dégénérescence des syndicats(ce qui les autorise à lutter pour redresser les syndicats, de l'intérieur ou de l'extérieur). Mais dans leur structure présente, avec leurs "défauts", les syndicats ne sont pas du tout une machine dégénérée et faible, mais une machine bureaucratique bien vivante et efficace et dont le

fonctionnement tend constamment à être encore plus efficace. Cela ne tient pas à la volonté des hommes qui sont dedans, mais au fait que le syndicat tel que l'a modelé l'histoire, a une fonction précise dans la société et qu'il se pose même comme ayant vocation à la gestion de l'Etat. Mais pour jouer ce rôle il est contraint d'être vis à vis des travailleurs un corps vivant, d'y prendre sa sève sans quoi il ne serait rien. Il ne tient sa place dans la société, comme toute institution, qu'en s'appuyant sur la réalité des travailleurs. Mais il devient, comme une municipalité, un organisme d'administration et n'est aucunement, malgré les apparences qu'il peut conserver, un organisme de lutte, de revendication.

Il est nécessaire de comprendre tout ceci pour saisir le jeu réel des syndicats dans la société d'aujourd'hui. Une bonne partie des travailleurs n'ont d'ailleurs plus d'illusions à ce sujet. Mais il ne s'agit pas chez eux d'une réflexion, et d'une critique positive, encore moins d'une tentative de construire d'autres organisations. C'est un réalisme qui leur fait dépasser les syndicats quand les circonstances s'y prêtent, qui redonne tout leurs sens à leurs propres revendications déformées par le syndicat, qui leur fait dépasser le pluralisme syndical pour forcer les organisations à s'unir, à juger à leur valeur les manoeuvres et les déformations politiques.

C'est ce réalisme qui règle les rapports classe ouvrière-syndicats dans les luttes. Les syndicats se servent des travailleurs comme d'une armée de manoeuvre sur l'échiquier politique sûrs qu'ils sont, en toute circonstance, de garder

cette armée en mains, et de conserver leur pouvoir dans l'Etat. Les travailleurs se servent des syndicats avec le sentiment (donné par de multiples expériences) qu'ils sont puissants et partout présents et qu'il est inutile de chercher à faire autre chose que de s'en servir. C'est ce qui fait aussi à notre avis, l'importance prise par les luttes à l'échelon individuel ou des petits groupes parce qu'elles échappent pour une bonne part à l'emprise des syndicats.

En dehors des luttes, les travailleurs prennent bien les syndicats pour ce qu'ils sont: un service juridique, un service social, un organisme qui dispense des renseignements, des avantages et parfois des places. On attend du délégué qu'il puisse vous renseigner sur tout, qu'il puisse "intervenir" un peu comme un député à la campagne. La presse syndicale est plus un memento juridique des droits que le reflet des luttes. Dans cet aspect intégré et légaliste, point n'est besoin de militants actifs; au niveau de l'entreprise, de bons fonctionnaires syndicaux suffisent, capables de ramasser consciencieusement les cotisations, de distribuer les tracts et les mots d'ordre, de transmettre des informations aux cadres supérieurs de l'organisation, à l'état major qui décide de tout. La force du syndicat ne se mesure plus à sa combativité mais à son audience; le nombre de voix recueillies aux élections professionnelles compte plus que tout; les soucis électoraux priment; il en ressort une démagogie annuelle qui s'étend de l'échelon de l'entreprise à l'échelon national; et pour avoir le plus de clients dans une classe de travailleurs très hétérogène, le syndicat est conduit à une unification des revendications telle

qu'elles ne font que fixer les structures de la société existante; c'est pour recueillir l'adhésion du plus grand nombre que les revendications syndicales sont toujours hiérarchisées, reflétant en cela les structures hiérarchiques de la société capitaliste.

Sur le plan de l'entreprise, à l'extrême, les délégués arrivent à jouer un rôle semblable à celui du syndicat à l'échelon de l'Etat; ils deviennent une sorte de corps gestionnaire du travail des salariés, intermédiaires entre la direction et les travailleurs. Bien souvent, les choses ne sont pas si nettes. Mais il arrive parfois une circonstance de la vie de l'entreprise qui tout d'un coup montre les délégués dans leur vrai rôle. D'une manière générale, on peut dire aussi que peu à peu; à la faveur des luttes et des petits événements de la vie de l'entreprise, il y a une sorte de logique objective qui isole les militants ouvriers authentiques et maintient dans les fonctions syndicales seulement les bureaucrates capables de jouer le rôle que la société assigne au délégué syndical. Dans tout ceci, il n'y a pas un reproche, ni des regrets, mais simplement une constatation de ce qui existe.

Il faut prendre les syndicats pour ce qu'ils sont et non pour ce que nous voudrions qu'ils soient. Parmi "les militants d'avant-garde" qui oeuvrent pour le parti révolutionnaire, leurs critiques viennent toujours de la préoccupation (consciente ou non) de créer ou de conquérir un appareil. S'ils étaient aussi puissants que les "grands partis" ils auraient certainement d'aussi bonnes raisons que les partis d'aujourd'hui pour fouler aux pieds

leurs grands principes d'aujourd'hui. Ceux qui parlent de dégénérescence, c'est par rapport à leurs propres buts révolutionnaires. Mais par rapport à leurs buts présents, le P.C. ou la C.G.T. ne sont nullement dégénérés. Il y a longtemps que les syndicats se sont dégagés des conditions qui ont présidé à leur naissance. On peut se demander, si dès le départ, le syndicat ne s'est pas posé comme devant assumer la fonction sociale qu'il prend aujourd'hui; ce sont les conditions qui ont présidé à sa naissance qui ont dissimulé cette fonction et lui ont fait attribuer le caractère révolutionnaire que beaucoup voudraient encore lui prêter, et qu'en fin de compte, il n'a peut-être jamais eu. Il serait certainement intéressant de retracer l'histoire du mouvement syndical sous cet angle et non plus sous celui d'une dégénérescence (3).

Quelle place ont dans les syndicats les militants ouvriers qui refusent les perspectives officielles du parti et du syndicat? Quand leur activité ne gêne pas les directives syndicales, ils servent avant tout de "caution démocratique"; le syndicat est fait pour une bonne part de militants de base qui croient souvent oeuvrer pour les travailleurs et qui, en fin de compte, n'oeuvrent que pour le syndicat. Quand leur activité gêne les directions syndicales, c'est l'expulsion bureaucratique, ou la mise à l'écart. Les plus valables, parmi les militants ouvriers épuisent leur temps et leur vie dans des palabres, comme un prisonnier tourne en rond dans sa cellule. Ils servent de caution démocratique aux bureaucrates et contribuent à maintenir pour le plus grand bien de l'organisation, la façade d'organisation de lutte de classe; ils sont facilement neutralisés, d'autant plus facilement que

Les décisions essentielles ne passent pas par eux mais sont prises dans les instances politiques, dont ils ne font pas partie; s'ils ne peuvent être neutralisés, ils sont exclus de l'organisation et se retrouvent avec l'isolement qu'ils avaient voulu éviter, mais avec beaucoup d'amertume, parce qu'ils ne comprennent pas. Même quand ils sont dans l'organisation qu'ils pensent pouvoir réformer ou bien parce que "les travailleurs y sont", ils portent malgré eux et tous leurs efforts, l'ambiguïté de l'organisation.

Pour nous, l'appartenance à un syndicat n'est pas du tout aujourd'hui le signe d'une conscience de classe poussée; au contraire, des témoignages, des enquêtes, notre propre expérience, nous ont appris que souvent ce sont les travailleurs les mieux intégrés à l'entreprise qui adhèrent aux syndicats. Pour nous, le problème n'est pas d'être dans, ou hors des syndicats, comme il n'est pas non plus de créer de nouvelles organisations. Depuis une dizaine d'années que de tentatives pour regrouper ceux que l'activité présente des syndicats ne satisfait pas du tout; mais tentatives qui n'expliquent nullement pourquoi les syndicats en sont là, et quel rôle ils jouent dans la société, et qui finalement, objectivement ou non, aboutissent à maintenir dans les organisations traditionnelles tous les militants pour le plus grand profit des bureaucraties syndicales. Nous en avons assez des chevaux de bataille du genre de l'Unité, du CLADO, du MSUD, du Comité des syndicalistes Révolutionnaires où en fin de compte les "politiques" essaient d'entraîner les "mécontents du syndicat" à la conquête pour le compte de leur organisation, de l'appareil syndical. Nous n'avons que faire de définir "pour

les travailleurs" une nouvelle forme d'organisation. Ce serait facile sur le papier, mais quel sens cela aurait par rapport aux travailleurs qui doivent eux-mêmes créer leurs formes de lutte et qui n'en définissent aucune en ce moment (4).

S'il y a une leçon à tirer de tout ce que nous venons de dire, c'est qu'il n'y a pas de place pour une organisation permanente révolutionnaire dans la société capitaliste d'aujourd'hui. Ce sera peut-être faux demain, nous n'en savons rien. Tout organisme de lutte issu des travailleurs se crée dans les conditions objectives d'une lutte (et possède une valeur exemplaire dans ces conditions). Mais il cesse d'être un organisme porté par les travailleurs dès que quelques uns essaient de le prolonger artificiellement, en lui donnant un caractère permanent, un caractère plus ou moins légal. Il cesse alors de être peu à peu l'émanation des travailleurs. De même, toute organisation qui veut lutter "pour les travailleurs", créée par la volonté de quelques uns, en partant d'une critique valable de la société capitaliste, cesse peu à peu d'avoir sa "pureté originelle" et se trouve finalement conditionné par la société existante et les tendances de cette société, même si ses perspectives paraissent rester révolutionnaires. Le problème n'est donc pas de créer ou de modifier une organisation; dès qu'elle prendra de l'importance, dès qu'elle affrontera l'action à l'échelon de la société, elle tendra à jouer objectivement le rôle qui lui est assigné par les rapports généraux de cette société.

Le problème pour nous tous, c'est d'être au niveau des luttes quand elles se pro -

duisent, de comprendre le caractère qu'elles ont dans notre temps, leur sens dans notre époque et d'aider les travailleurs à les porter au maximum où ils jugent bon de les poursuivre. Ce n'est pas en essayant de faire entrer les luttes dans le cadre d'institutions qui, comme les syndicats, sont des structures sociales fixes et légales que nous pouvons comprendre le sens révolutionnaire d'une lutte, son caractère de contestation de la société présente et aider les travailleurs là où nous sommes. Ce ne sont pas les hommes qui font les situations, ce n'est pas avec des idées tirées souvent du passé que nous aurons une "activité révolutionnaire"; au contraire, ce sont les situations qui font les hommes; c'est en comprenant quelle est notre société, quelles sont les forces qui la dominent et qui la mènent que nous comprendrons comment et pourquoi les travailleurs ont telle ou telle attitude et que nous saurons quelle est la signification de cette attitude.

Parce que nous refusons de voir ces évidences, beaucoup d'entre nous restent isolés: prisonniers d'un syndicat, découragés souvent, isolés des travailleurs à la fois par leur attitude de "militants" à laquelle se mêle la lassitude et parfois une sorte de mépris, tout cela parce que nous continuons à voir les choses avec les yeux du passé, d'un passé dont nous faisons d'autant plus un idéal, un exemple, un mythe, qu'il ne correspond plus à la situation d'aujourd'hui.

La seule attitude "révolutionnaire" valable, ce n'est pas celle de la fidélité, c'est celle de la clairvoyance, de la compréhension. C'est une tâche difficile et ingrate. Il faut presque re-

(c'est très rarement le cas aujourd'hui) cette intervention peut se faire sous la forme de bulletin d'entreprise, se situant sur le plan concret de l'entreprise et diffusant des informations sur l'entreprise, sur les rapports de travail, sur les luttes, et essayant de montrer le sens que tout cela peut avoir dans la société où nous vivons. Il y a sur le plan des entreprises, tout un travail de défrichage à faire qui relève à la fois de l'information et de la discussion, travail que les sections syndicales devraient faire, mais qu'elles ne peuvent même pas envisager, soit parce que seuls les événements les intéressent, événements à implications politiques, soit parce que les délégués sont intégrés et ne peuvent entrer en conflit avec les directions.

La plupart des camarades qui refusent de voir l'évolution des syndicats, que ces camarades soient dans les syndicats ou en dehors, ressentent un isolement, non seulement dans leur entreprise, mais surtout par rapport aux camarades se trouvant dans la même situation dans d'autres entreprises. Ignorance de l'évolution réelle des techniques et des rapports de production, ignorance des luttes qui se déroulent, cloisonnement des petits groupes qui gardent jalousement dans leur bouillon de culture les contacts ouvriers qu'ils peuvent avoir, tout un ensemble de carence que les syndicats, les organisations grandes ou petites créent et entretiennent parce que telle est la nécessité objective de leur existence en tant qu'organisation. Il serait temps/maintenant que beaucoup de camarade commencent à se rendre compte du sens de l'évolution générale des syndicats, que nous mettions en commun notre isolement et notre pauvreté, ne serait-ce que pour un échange

et une confrontation. Ces liaisons horizontales supposeraient que personne ne vient avec l'idée préconçue de créer une nouvelle organisation ou de recruter pour ses idées ou son parti.

Pour le reste, c'est nous-mêmes en tant que travailleurs qui le feront, ce sont tous les travailleurs qui le feront. Nous ne pensons pas que nous allons bouleverser le monde; nous essayons seulement de dépasser nos expériences particulières qui ne rentrent pas du tout dans tous les cadres que l'on nous propose. C'est pour cela que nous pensons qu'il faut laisser de côté les étiquettes, quelles qu'elles soient, les programmes et les "buts révolutionnaires", d'abord trouver les moyens matériels qui nous aident dans notre lutte de chaque jour, et avec d'autres camarades voir le sens de ce que nous faisons.

Si nous pouvons parvenir à cela, un grand pas aura déjà été fait.

SIMON.

.....

NOTES

(I) Dès l'abord d'un tel sujet, on se pose la question: qu'est-ce que les travailleurs, qu'est-ce que la classe ouvrière? Une partie du texte répond indirectement à cette question, et tend à détruire le mythe de la "classe ouvrière". Par travailleurs,

na s'entendons ceux qui, ouvriers, ou techniciens, ou employés, n'ont qu'une fonction d'exécutants. Nous ne dissimulons nullement l'imprécision du terme "travailleurs", ni le fait qu'il recouvre une classe sociale, homogène par certains aspects, extrêmement différenciée par d'autres.

(2) Paradoxalement, on constate que, le plus souvent, ce ne sont pas les travailleurs qui regrettent un passé "révolutionnaire", qu'ils connaissent mal ou qu'ils ne connaissent pas du tout. Parmi ces porteurs de regrets, les uns sont des "idéalistes" (avec parfois une bonne situation dans la société capitaliste) qui rêvent d'une société plus harmonieuse, plus juste pour eux-mêmes et pour les autres, en souhaitant que cette société soit amenée par la révolte des travailleurs, lesquels n'y pensent pas du tout, d'où les regrets et les accusations d'embourgeoisement. Les autres sont des "activistes" qui essaient perpétuellement d'entraîner les travailleurs à se révolter, à rejoindre les "organismes" de cette révolte (partis) et qui cherchent dans tous les événements les termes d'une révolution (d'où opportunisme). Les uns et les autres projettent non une société où cesserait l'exploitation, mais une société où ils trouveraient leur place et dans laquelle ils pourraient réaliser les aspirations qu'ils ne peuvent réaliser dans la société d'aujourd'hui.

(3) Il est important de discuter de cette question car les camarades qui pensent à construire un

"bon syndicat" sont ceux qui parlent de dégénérescence. A notre avis, il faut situer le débat sur un plan plus général. Toute institution qui se développe dans une société répond à une nécessité du développement objectif de cette société. Mais elle ne surgit pas des rapports économiques et sociaux qui la nécessitent toute armée, bien conçue et construite

pour le but ainsi fixé, pas plus qu'elle ne vient d'une action concertée de ceux qui la mettent en place. Personne ne fait volontairement l'histoire, pas plus les capitalistes que les travailleurs. Le caractère réel d'une institution ne se dégage réellement que lorsque les conditions particulières qui ont présidé à sa naissance s'estompent. Pour le syndicat on pourrait même dire que sa légalisation ouvre sa décadence en tant qu'institution: l'autorité de l'Etat ne peut renforcer sous la forme d'un cadre juridique, que ce qui cesse d'être vivant et doit être imposé.

(4) On peut souligner le paradoxe qui consiste à donner aux travailleurs des conseils de lutte dans le genre "formez vos comités autonomes de lutte" etc... comme si cela était possible à tout moment et dépendait de la "volonté" des travailleurs. Mais l'existence de tels comités ne serait pas une voie vers la révolution, elle serait la révolution, une prise du pouvoir social par les travailleurs. Cela signifie en fin de compte que l'on donne des conseils pour "faire la révolution" dans l'optique de l'organisation qui avance ces conseils. Ce n'est nullement une explication sur la manière de lutter dans la société capitaliste au milieu des contradictions des ambiguïtés et compte tenu des situations particulières.

.....

MARXISME ET ANARCHISME

KARL MARX ET L' ANARCHISME

Les rapports entre l'Anarchisme et le Marxisme ont eu dans les temps passés, plus l'aspect d'une "polémique" que d'une discussion. De nos jours, les contacts existants entre groupes d'extrême-gauche ont conduit beaucoup de militants à s'intéresser à cette discussion (cf. entre autre "Jeunesse du Socialisme Libertaire" de GUERIN).

Voici une étude de Y.BOURDET qui a pour but d'ouvrir une telle discussion dans N.&.R.

REMARQUES PRELIMINAIRES EN VUE

D'UNE CONFRONTATION

I - SITUATION ACTUELLE DE LA QUESTION

Il s'agit d'un vieux problème souvent débattu, et pourtant, paradoxalement- depuis le triomphe de l'étatisme bureaucratique dans l'URSS- le simple fait de rapprocher le marxisme de l'anarchisme, plus qu'une gageure ou un défi, pourrait paraître au lecteur peu averti, comme une plaisanterie. (I) On évoquera les relations entre Marx et Bakounine, la théorie de la dictature du prolétariat, les articles de Staline (1906-07), le despotisme du pouvoir soviétique, et l'on haussera les épaules: l'affaire sera jugée sans débat. Si certains anarchistes supposent ce qu'a dû dire Marx d'après ce qu'a fait Staline il faut ajouter que les "Marxistes" n'ont pas toujours manifesté à l'égard des anarchistes la compréhension souhaitable. Dans son étude sur Feuerbach et la fin de la philosophie allemande, Engels, par exemple, se contente de dire, en passant, que Bakounine a baptisé "anarchisme" un amalgame de Stirner et de Proudhon. La première difficulté réside donc dans la prise en considération de la question. En effet, on se doute bien que je vais citer des textes, mais on sourit, par avance, de ce travail byzantin d'exégèse: le marxisme, d'après ses propres principes, croît-on, accepte d'être ce qu'il est historiquement devenu; et ce qu'il est devenu, les "pays socialistes" et les "partis communistes" le montrent assez. À supposer, nous dirait-on qu'on puisse citer des textes de Marx, qui contredisent la pratique de ces états et de ces partis, cela n'a aucune importance, puisque l'Histoire a déjà jugé et qu'il est oiseux d'opposer au "marxisme triomphant" je ne sais quel "marxisme de professeur". J'accepte, pour ma part, que l'histoire juge, mais non qu'elle ait jugé, car l'histoire n'est pas achevée, elle n'est même pas arrêtée, et son

jugement ne peut-être rendu. Prétendre que l'histoire a validé l'interprétation de Lénine est une attitude incohérente qui consiste à invalider l'histoire au moment même où on l'invoque: celui qui dit "l'histoire a jugé" se prend pour Dieu; certes l'histoire juge, mais elle jugera aussi le jugement que l'on porte en son nom. Comme l'écrivait Engels à Marx, le 2 décembre 1861, c'est là confondre "le processus" avec "le résultat momentané du processus" (Ed. Costes, VII, p. 70).

Seconde objection: les "docteurs" du marxisme officiel prétendent que j'utilise des textes de Marx qui "ne sont pas marxistes" (2). L'article de Louis Althusser, dans le numéro 96 de La Pensée, mars-avril 1961, est significatif à cet égard et témoigne de la sclérose persistante du marxisme officiel en France: il s'en prend même en effet à des chercheurs soviétiques et polonais coupables de faire trop de cas des manuscrits du jeune Marx. La prise de position conservatrice d'Althusser est celle de tous les apologistes ecclésiastiques: il ne s'agit pas d'étudier avec sincérité la validité de ce que ces jeunes marxistes "de l'Est" ou les marxistes non inféodés au P.C. écrivent, mais de riposter. L'aveu naïf en est fait aux premières pages: "il semble que dans l'ordre idéal de la combinatoire tactique, les marxistes aient le choix entre deux parades" (p. 4). Nous soulignons "combinatoire tactique" et "parade". Certes un peu plus loin, Althusser fait aussi la leçon à ses propres troupes: on s'est laissé surprendre par cette attaque, écrit-il, on n'a pas assez étudié ces manuscrits du jeune Marx, on ne doit pas se contenter d'une "parade catastrophique" qui consisterait à nier le problème avec mauvaise conscience. Bien! mais ce qui est navrant, c'est que les conclusions de ces études auxquelles les lévites sont conviés

ne peuvent réserver aucune surprise; Althusser décrit par avance, à grands traits, ce qu'il faut trouver. A quoi bon dès lors, étudier? Toutefois on comprend qu'Althusser n'aime pas ces textes de jeunesse de Marx où on risque brusquement de lire: "n'est-ce pas le premier devoir de celui qui cherche la vérité de foncer tout droit sur elle, sans regarder à droite ni à gauche? N'est-ce pas oublier la vérité que de la dire dans la forme prescrite?" Ecrit en 1842, publié en 1843, par Ruge dans les Anekdota, cité par Rubel, pages choisies, Rivière (1948, p.13).

Le dérisoire de cette "parade" est que ces textes de jeunesse n'apportent quant au fond, rien de nouveau par rapport aux textes postérieurs de Marx; ils sont simplement gênants pour l'interprétation lénino-stalinienne de ces textes particulièrement lorsqu'il s'agit de justifier l'étatisme bureaucratique de l'URSS.

Il faut ajouter que l'irritation de l'appareil bureaucratique du P.C. contre les textes "philosophiques" de Marx, écrits "en marge" de Hegel vient aussi de ce que cet appareil (au niveau non des "penseurs" mais des "chers") a du mal à les comprendre; d'où depuis leur publication, il y a environ 30 ans, une série de mises en garde dont celle d'Althusser n'est que la plus récente.

Quoi qu'il en soit, la "parade" commandée par Althusser n'est pas gênante, car j'utiliserai aussi des textes écrits par Marx dans sa maturité, à commencer par celui-ci, extrait de la préface du Capital (1867):

I - SITUATION ACTUELLE DE LA QUESTION

Il s'agit d'un vieux problème souvent débattu, et pourtant, paradoxalement- depuis le triomphe de l'étatisme bureaucratique dans l'URSS- le simple fait de rapprocher le marxisme de l'anarchisme, plus qu'une gageure ou un défi, pourrait paraître au lecteur peu averti, comme une plaisanterie. (I) On évoquera les relations entre Marx et Bakounine, la théorie de la dictature du prolétariat, les articles de Staline (1906-07), le despotisme du pouvoir soviétique, et l'on haussera les épaules: l'affaire sera jugée sans débat. Si certains anarchistes supposent ce qu'a dû dire Marx d'après ce qu'a fait Staline il faut ajouter que les "Marxistes" n'ont pas toujours manifesté à l'égard des anarchistes la compréhension souhaitable. Dans son étude sur Feuerbach et la fin de la philosophie allemande, Engels, par exemple, se contente de dire, en passant, que Bakounine a baptisé "anarchisme" un amalgame de Stirner et de Proudhon. La première difficulté réside donc dans la prise en considération de la question. En effet, on se doute bien que je vais citer des textes, mais on sourit, par avance, de ce travail byzantin d'exégèse: le marxisme, d'après ses propres principes, croit-on, accepte d'être ce qu'il est historiquement devenu; et ce qu'il est devenu, les "pays socialistes" et les "partis communistes" le montrent assez. A supposer, nous dirait-on qu'on puisse citer des textes de Marx, qui contredisent la pratique de ces états et de ces partis, cela n'a aucune importance, puisque l'Histoire a déjà jugé et qu'il est oiseux d'opposer au "marxisme triomphant" je ne sais quel "marxisme de professeur". J'accepte, pour ma part, que l'histoire juge, mais non qu'elle ait jugé, car l'histoire n'est pas achevée, elle n'est même pas arrêtée, et son

nous venons de transcrire) dans son ouvrage: L'Etat et la Révolution (Oeuvres t.25, p.514) mais il se garde bien d'ajouter qu'Engels ne signale ce fait que pour expliquer et excuser ce que peuvent avoir de "caduc" certaines expressions du texte de Marx! D'autre part, quelle qu'ait été plus tard la violence de la polémique, il faut rappeler que Marx avait précédemment, et des années durant, témoigné à Bakounine, estime et amitié. En 1853, Marx dans plusieurs lettres, manifeste un vif souci de démentir qu'il ait pu participer, même objectivement à la campagne de dénigrement contre Bakounine :

"Urquhart a donné un article où il suspecte Bakounine d'abord parce qu'il est russe, ensuite parce qu'il est révolutionnaire"

(Marx à Engels, 28 août 1853-Costes III, p.224)

Certes, le 6 Juillet 1848, la Neue Rheinische Zeitung, dirigée par Marx, s'était fait l'écho d'accusations contre Bakounine (George Sand aurait possédé des lettres compromettantes pour Bakounine). Mais le 3 août, c'est-à-dire, dès réception, le journal de Marx publiait le démenti de G.Sand; Marx ajoute qu'à la fin du même mois,

"passant par Berlin, (il) a vu Bakounine et (a) renouvelé avec lui (leur) vieille amitié".

Le 10 octobre de la même année, la Rheinische Zeitung prit la défense de Bakounine et en février 1849, publia en bonne place, un article commençant par ces mots:

"Bakounine est notre ami !"

(Marx à Engels-2/9/1853-Costes-III, 245-248)

Plus de dix ans plus tard, le 4 novembre 1864, Marx écrivait encore à Engels:

"Il (Bakounine) m'a plu, beaucoup plus qu'autrefois, un des rares hommes chez qui, après 16 ans, je constate du progrès et non pas du recul" (Costes, VIII, p.98-99)

A peine peut-on signaler une remarque d'Engels qui se justifie d'apprendre le russe par ces mots numériques et méchants:

"en réalité Bakounine n'est devenu quelqu'un que parce que personne ne savait le russe"
(Engels à Marx, le 18/3/1852, Costes, III, p.42)

Mais il est temps de laisser de côté ces épisodes pour en venir à l'essentiel.

II. LE FIL CONDUCTEUR DE LA THEORIE

et de la PRATIQUE DE LA PAIX.

Ce fil conducteur c'est l'amour de la liberté et, en conséquence, la volonté agissante de supprimer au bénéfice de tous les hommes, les entraves qui empêchent l'exercice de cette liberté. Quelle que soit l'habitude de la plupart des "marxistes" de négliger (comme nous l'avons noté plus haut) les écrits de jeunesse de Marx - habitude qui aboutit très simplement à une ignorance généralisée - il ne semblera

pas artificiel, quand il s'agit de caractériser "l'inspiration" de Marx, que je commence par me référer aux tout premiers écrits, même si on admettait qu'ils n'ont pas de valeur scientifique "économique" et "révolutionnaire". Certes, il n'y a pas lieu de développer ici une théorie de la personnalité, ni de mettre en évidence - comme le fait la psychanalyse - l'importance des premières expériences qui font qu'en définitive l'enfant est le père de l'homme. Cependant la signification des essais - et même des erreurs - de jeunesse doit entrer en ligne de compte dans la détermination globale du sens d'une vie. L'explication d'éventuelles "conversions" voire de reniements comporte une étude préalable des valeurs qui seront ensuite abandonnées. A plus forte raison, semble-t-il, cette étude des premières options s'imposera-t-elle si la personnalité que l'on étudie comme celle de Marx, porte la marque d'une conviction continue. Or, il se trouve que nous pouvons lire les dissertations écrites par Marx, à 17 ans à l'occasion des examens du baccalauréat. On s'accorde pour juger que la dissertation allemande est la plus intéressante (6). Elle avait pour titre: "Réflexions d'un jeune homme sur le choix d'une carrière." Les motivations que donne le tout jeune Marx, dans ce travail scolaire, se trouvent avoir presque la valeur d'un serment qui inspirera toute une vie:

" l'idée maîtresse qui doit nous guider... c'est le bien de l'humanité et notre propre épanouissement. On aurait tort de croire que ces deux intérêts s'opposent nécessairement, que l'un doit fatalement ruiner l'autre: la nature de l'homme est ainsi faite qu'il ne peut attein-

la perfection qu'en agissant en vue
du bien et de la perfection de l'huma-
nité " (trad. Rubel, dans le N° 43-Juin 48)
La Nef -p.56)

Marx donne trois preuves significatives: l'histoire,
l'expérience, la religion:

"l'histoire mentionne parmi les plus
grands ceux qui, en agissant dans le
sens de l'intérêt commun, se sont ren-
dus meilleurs eux-mêmes. L'expérience
répète pour le plus heureux celui qui
a rendu heureux le plus grand nombre.
La religion elle-même nous enseigne
que l'idéal suprême est un sacrifice
pour l'humanité." (Ibid).

Le salut ne se trouve ni dans un sacrifice de l'indi-
vidu au profit de la société, ni dans un épanouis-
sement de l'individualité hors de la société ou contre
la société. Marx postule une sorte d'harmonie
entre l'épanouissement de la société et celui de
l'individu; ils sont condition l'un de l'autre.
Déjà apparaît, peut-être, à la fois ce qui rappro-
che et ce qui distingue Marx des anarchistes: com-
me eux, il réclame pour l'individu le droit au libre
épanouissement, mais cet épanouissement sera moins
le fruit d'une contestation violente que d'une or-
ganisation harmonieuse; il ne s'agit pas de la vie
ou de la mort de quelques hommes mais du bonheur
de TOUS les hommes. Jamais Marx n'abandonnera ce
thème de l'universalité lié à celui de l'épanouis-
sement. Comme l'a écrit A. Cornu, dans l'ouvrage cité
(note 6) Marx :

"part de cette idée sur laquelle il

reviendra souvent plus tard qu'à la différence de l'animal dont la vie est déterminée par les circonstances, l'homme s'efforce de déterminer librement la sienne" (p.64)

ce choix étant toutefois limité par les circonstances De thème sera développé notamment dans l'Idéologie Allemande, (Ière partie, ed. Soc. p.30, et dans la Troisième thèse sur Feuerbach). Dans cette perspective, on comprend que Prométhée soit pour Marx

"le plus noble des saints et martyrs
du calendrier philosophique"

Comme il l'écrira en 1841, à la fin de la préface de sa thèse. Quatre ans auparavant, dans le premier acte (le seul qui sera écrit) d'un drame Oulanem, le héros fait assez clairement allusion à Prométhée. Toutefois à la confiance un peu naïve du candidat bachelier en l'harmonie des épanouissements, fait suite une vision plus dramatique: le salut de l'humanité s'opère par le sacrifice du héros qui préfère la douleur du châtimeut à la servitude dorée d'Hermès. Marx semble s'être peu à peu persuadé que les hommes doivent être libérés; le choix qu'il fait d'Epicure comme sujet de thèse n'est passans relation avec le souci du philosophe grec de délivrer les hommes des fausses angoisses. Les notes préparatoires de sa thèse le montrent nettement (voir l'ouvrage de Cornu, T.I, p.185). Cependant cette libération ne peut-être le fruit d'un sacrifice isolé, elle ne peut résulter que d'une véritable transformation de la nature par la connaissance de ses lois:

"en reconnaissant le caractère rationnel de la Nature, nous cessons de dépendre d'elle" (note adjacente à la thèse.

citée par Cornu, l.c.t. p.201).

Ainsi à 23^{ans} Marx est pleinement animé par l'intuition fondamentale qu'il développera toute sa vie. Il est déjà armé pour la lutte, comme en témoignent ses premiers articles parus dans la Rheinische Zeitung. Dans un livre publié par l'Académie des Sciences de la R.S.S. de Géorgie, en 1956, O. Bakouradze étudiant "la formation des idées philosophiques de Karl Marx", constate que la "défense de la liberté de la presse marque le début de l'action de Marx", en 1842. Pour Marx, il ne s'agit pas seulement d'une protestation, mais d'une explication. Marx met en lumière que l'édit du gouvernement prussien (14 janvier 1842) instituant une nouvelle réglementation pour la censure, est fondé sur l'inégalité des classes. Il est intéressant de lire ensuite, sous la plume de ce jeune philosophe soviétique " l'Etat place les fonctionnaires au-dessus de la société privée du droit d'utiliser librement la presse". Deux pages plus loin, il développe ainsi:

"libérer la presse de la censure serait la transformer en presse du peuple, car la censure ne rend la liberté de la presse effective que pour un groupe déterminé d'individus. La loi de censure n'est pas une vraie loi, elle traite la liberté comme une criminelle".

Cependant Marx ne se contente pas de reconnaître le caractère progressiste de la liberté de la presse.... Il soutient que l'étouffement de la liberté de la presse est déterminé par le régime d'Etat, par la politique du gouvernement, garantissant ainsi les privilèges d'une partie de la société (7). On devine en passant le parti qu'auraient pu tirer d'un tel texte Casanova et Servin, et de ce point de vue s'éclairé la mise en garde d'Althusser contre ce N° 19 des Recherches Internationales (cf. La Pensée-N° 96- Mars-Avril 1961-p.3-26).

Ainsi ce qui n'était d'abord qu'un hymne aux héros de la liberté humaine devient bientôt une théorie: les hommes sont aliénés, il faut les libérer de la "chaîne prosaïque et désolante", et non point idéalement en leur faisant cueillir des "fleurs imaginaires" (cf. Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, Costes T.I.p.85)

Il n'est pas possible de décrire ici les diverses aliénations, ni de citer tous les textes qui s'y rapportent. Il suffira pour la présente confrontation avec l'anarchisme, de présenter schématiquement les "ramifications" de l'intuition première de Marx; l'enthousiasme libérateur va devenir une critique systématique des diverses aliénations.

A) L'ALIENATION RELIGIEUSE. (3)

Marx s'en prend d'abord, comme les premiers textes cités l'indiquent déjà, à la soumission des hommes à une prétendue volonté transcendante; pour les libérer de cette crainte, il veut montrer, après Hegel et après Feuerbach, que cette puissance céleste n'est que la projection de la conscience de leur misère. Il fait montrer aux hommes que "dans la réalité fantastique du ciel" où ils cherchaient un surhomme, ils n'ont trouvé que leur "propre reflet". Si on veut aller au fond il faut procéder ici encore à une "révolution copernicienne": Dieu n'est ni le maître ni le créateur de l'homme, c'est l'homme qui a créé Dieu et la religion:

" La religion n'est que le soleil illusoire qui se meut autour de l'homme".

Certes cette illusion n'est pas une fantaisie gratuite; elle est l'expression(der Ausdruck) de la misère réelle et en même temps, une négation illusoire de cette misère; comme les riches ont recours à l'opium pour se procurer des paradis artificiels les pauvres n'ont à leur disposition que l'espérance religieuse:

"la religion est le soupir de la créature accablée par le malheur".

C'est pourquoi il est absurde et vain de critiquer la religion, elle est actuellement un besoin pour les malheureux:

"Exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé à une situation qui a besoin d'illusion. La critique de la religion est donc en germe, la critique de cette vallée de larmes, dont la religion est l'auréole (Heiligenschein) " (9).

De cette explication du phénomène religieux doit se déduire l'attitude pratique à l'égard de ce phénomène: certes il faut lutter contre la religion et contre les prêtres, parasites qui exploitent le sentiment religieux, mais une persécution des croyants est inefficace; les lâches se contentent de dissimuler leur croyance; d'autres s'exaltent jusqu'au martyre et raffermissent les tièdes; de ce point de vue l'assassinat de quelques évêques ne peut servir la cause qui inspire le terroriste. La lutte se situe sur deux plans: dans l'immédiat, une dénonciation de l'idéologie et des pratiques des prêtres; à long terme, et plus profondément, une transformation de la société qui supprimera radicalement (c'est-à-dire à la racine) la religion en supprimant le malheur de

la conscience humaine. Assurément la religion ne pourra être extirpée qu'au sein d'une société tout à fait nouvelle; toutefois, une lutte immédiate s'impose car la religion et les prêtres sont objectivement un obstacle à la révolution sociale (10). Depuis la préface de la thèse, la pensée de Marx s'est précisée: en 1841, Marx s'en prenait aux Dieux

"qui ne reconnaissent pas pour divinité suprême la conscience que l'homme a de soi".

Maintenant dans les derniers textes cités (1844) le témoignage de la conscience ne semble plus un absolu. L'homme peut être victime de l'illusion de la conscience et dès lors, ce n'est plus seulement la religion qui est contestable, mais la philosophie.

B) L'ALIENATION IDEOLOGIQUE

En simplifiant (11) on peut en effet assimiler du point de vue qui nous occupe, religion et métaphysique; la critique de la religion peut être étendue, mutatis mutandis (+) à la plupart des systèmes philosophiques (12).

La philosophie s'est d'ailleurs souvent présentée comme une consolation, c'est-à-dire comme une acceptation résignée:

"il vaut mieux changer ses désirs que l'ordre du monde".

(+) En faisant les changements nécessaires (N.D.L.R.)

Mais Hegel avait déjà remarqué, que ce faisant, le sage stoïcien ne fait qu'intérioriser la nécessité. Le désespoir sceptique et le cynisme ne sont que des variations de cette démission, en face de l'humanité des forces naturelles. C'est pourquoi la philosophie doit être supprimée en tant qu'elle n'est qu'une spéculation, une contemplation (les choses étant ce qu'elles sont). Mais loin que cette "suppression" signifie qu'il faut cesser de philosopher, comme on l'a répété ici ou là, Marx préconise une nouvelle manière de philosopher qui, au lieu de libérer idéalement les hommes, transformera réellement les conditions d'existence et façonnera le monde "humainement". Par surcroît, la philosophie cessera d'être cet amas incohérent de systèmes qui ne font que déplacer les apories et les antinomies, car

"les philosophes n'ont jusqu'ici cherché qu'à interpréter le monde",

mais comme ils font partie du monde, ils ne peuvent pas plus le comprendre qu'un chinois ne peut sortir de l'eau en tirant sur sa natte; ce qui importe donc, c'est de transformer (verändern) le monde. Thèses sur Feuerbach, 1845, thèse II). Marx reprend ainsi l'idée de Descartes:

"au lieu de cette philosophie spéculative qu'on enseigne dans les écoles, on peut en trouver une pratique... et ainsi nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature." (Discours de la Méthode, 6ème partie).

Certes, la spéculation au lieu d'être cet envol platonicien dans "le vide de l'entendement pur", comme dit Kant, ne pourra, si elle veut être sérieuse que collaborer avec "le donné sensible" (ce qui n'a aucun rapport avec un privilège prétendu de l'action

sur la pensée.) Marx le précise sans ambiguïté:

"Tous les mystères qui entraînent la théorie au mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la pratique humaine et dans l'intelligence (in dem Begreifen) de cette pratique " (thèse 8).

Ici encore, il ne s'agit pas de mépriser les "œuvres de l'esprit"; en prétendant qu'il serait juste de les échanger en bloc, contre un simple camembert. Ce qu'il faut voir, c'est que les machines électroniques qui calculent, se souviennent, traduisent des textes, mettent en question la vieille opposition entre "matière" et "esprit", théorie et pratique. C'est à ce nouveau palier qu'il faut se situer pour être au niveau du temps présent; tout autre approfondissement pas un "retour" aux impressions premières est en effet un retour en arrière, même s'il se donne prétentieusement pour un "dépassement"; nous n'avons plus rien à attendre du méditatif solitaire en sa forêt. En même temps que la pensée cesse d'être spirituelle, elle devient la tâche de tous; c'est sans doute le sens profond du remplacement par Marx de l'Esprit Absolu (de Hegel) par l'expérience du prolétariat. Naturellement cette question doit faire l'objet d'une étude plus détaillée qui n'a pas sa place ici. Mais je ne puis à souligner à ce propos que, dans le N° 18 de NOIR & ROUGE, Christian Laget, à partir de considérations différentes, aboutit à la même constatation: on ne peut déléguer le travail théorique à des spécialistes, à des érudits, à des leaders; il s'agit d'une entreprise collective.

C) : ALIENATION POLITIQUE

La revendication de la liberté pour l'homme devait amener Marx à s'en prendre à ce qui la nie de la façon la plus apparente et la plus explicite: le pouvoir de l'Etat et des princes. De fait ses premiers écrits de combat sont dirigés contre la censure du pouvoir et revendiquent la liberté de la presse (Gazette Rhénane, Mai 1842). Presque en même temps, 1843, il se livre à une critique de la philosophie de l'Etat de Hegel, auquel il reproche particulièrement d'avoir hypostasié le pouvoir de l'Etat, d'en avoir fait une entité mystique indépendante des hommes réels:

"Ainsi la souveraineté, l'essence de l'Etat est ici considérée d'abord comme un être indépendant (als ein selbständiges Wesen) c'est-à-dire objectivée" (commentaire du paragraphe 279, Dietz, l.225)

Les hommes vivants, réels, deviennent les sujets (au sens de sujétion) de cette substance mystique et perdent leur propriété de "vrais sujets" pour devenir des attributs, des prédicats. Ce qui est cause (l'homme vivant) apparaît comme résultat (das wirkliche Subjekt als Resultat). Marx insiste:

"La substance mystique devient donc le sujet réel, et le sujet réel apparaît comme étant autre, comme étant un élément de la substance mystique (als ein Moment der mystischen Substanz)"
(Ibid p.224)

Il s'agit là d'une critique "existentialiste" semblable à celle de Kierkegaard (13) et cependant

plus radicale, car elle est du même type que celle de la religion et de l'idéologie. De ce point de vue, il est vain de parler, comme le fait Calvez, d'une antériorité de la critique de l'Etat sur celle de la religion (14). En effet, la thèse de Marx précède les articles de la Gazette Rhénane et surtout, on peut lire dans la Critique de la Philosophie de l'Etat de Hegel;

"De même que la religion ne crée pas l'homme, mais que l'homme crée la religion, ce n'est pas la constitution qui crée le peuple, mais le peuple qui crée la constitution" (Diez, I, 231).

Il s'agit donc toujours de la même illusion; les hommes sont ces enfants dont parlent Pascal qui s'effraient au visage qu'ils ont barbouillé. Marx entreprend avec une extrême violence de détruire les faux prestiges des rois et des princes. S'attaquant plus particulièrement au monarque héréditaire il montre que ce monarque n'est choisi que pour des qualités non humaines, "naturelles", qui résultent du "fait de la naissance", et non à cause de son intelligence, de son honnêteté, de son courage, etc... Ainsi, ajoute-t-il, la "souveraineté" dignité du monarque, naîtrait. Le corps du monarque déterminerait sa dignité. Au sommet le plus élevé de l'Etat, ce n'est donc pas la raison, mais la simple physis qui a décidé. La naissance déterminerait la qualité du monarque comme elle détermine la qualité du bétail (Critique de la Philosophie de l'Etat de Hegel, Costes, T. IV, p. 74). Plus loin, p. 217, Marx étend cette critique à toute la noblesse qui n'est qu'une "zoologie".

Toutefois cette question de l'hérédité est secondaire. Ce que conteste Marx, c'est la domination en

général à un homme sur d'autres hommes qui ne peut être fondée que sur le mépris:

" la seule idée du despotisme, c'est le mépris de l'homme vidé de son humanité; et cette idée a sur beaucoup d'autres l'avantage de correspondre en même temps à un état de fait. Le despote ne voit jamais les hommes autrement que dépouillés de leur dignité... Le principe essentiel de la monarchie c'est l'homme méprisé et méprisable l'homme dés-humanisé; et Montesquieu a grand tort de considérer l'honneur comme le principe de la monarchie. Il y parvient en maintenant la distinction entre monarchie, despotisme et tyrannie. Mais ce sont là les noms d'une seule et même idée, ou tout au plus les variantes superficielles d'un même principe ". (Marx, lettre à Ruge, mai 1843, Costes, O.Ph.T. IV, p. 198).

En résumé la forme de l'Etat importe peu. Dans un article paru dans Vorwärts, le 10 août 1844, Marx s'exprime sans ambiguïté:

" l'existence de l'Etat et de la servitude sont inséparables " (Costes, O.Ph. T.V.P. 230).

Près de 30 ans plus tard l'opinion de Marx n'a pas changé. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les textes relatifs à la Commune de Paris. L'Etat est toujours présenté comme l'instrument de la domination d'une classe sur l'autre, comme un phénomène parasitaire qui non seulement se nourrit de la société, mais la paralyse; cela ne veut pas dire que

Marx préconise le désordre, mais il s'oppose à ce que les gouvernements constituent un pouvoir séparé, une réalité autonome, qui, sous prétexte d'organiser, asservit. C'est pourquoi Marx préconise des délégués révocables à chaque instant et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Qu'est-ce qu'une telle revendication sinon l'anarchisme, c'est à-dire la suppression des chefs? Marx d'ailleurs a contesté à plusieurs reprises, l'importance du rôle des chefs. Dans son Speech at the Anniversary of the People's Paper (19 Avril 1856) il fait remarquer que les révolutions, notamment celle de 1848, ont été provoquées par des causes économiques et fort peu par l'action de soi-disant "meneurs" (15). On lit en effet dans la traduction de M. Rubel (La Nef, N° 43 Juin 1948, p.67):

"Vapeur, électricité, et machine à tisser avaient un caractère autrement dangereux que les citoyens : Barbes, Raspail et Blanqui eux-mêmes".

Quinze ans plus tard, on retrouve le même thème; certes Marx admet que le caractère des chefs du moment peut avoir une certaine influence sur le déroulement d'une révolution qui peut être accélérée ou retardée, mais ce ne sont là que hasards secondaires. Dans une lettre du 15 Avril 1871, Kugelmann contestait l'opportunité de l'insurrection parisienne, notamment par cet argument:

"la défaite privera de nouveau les ouvriers de leurs chefs pour un temps assez long".

Le 17 du même mois, Marx répond:

"la démoralisation de la classe ouvrière

aurait été un malheur bien plus grand que la perte d'un nombre quelconque de "chefs". (Marx met lui-même les guillemets au mot chef). (La Guerre Civile en France, ed. Soc. F. 15).

Si la classe ouvrière peut perdre sans dommage, ses soi-disant chefs, n'est-ce pas que leur rôle est négligeable? On notera le mépris de l'expression: "un nombre quelconque de chefs"; il semble qu'à la limite la classe ouvrière pourrait surmonter le malheur de la perte de tous ses chefs, car un prolétariat dynamique engendre à chaque instant les nouveaux "chefs" dont il a besoin. Déjà dans le 18 Brumaire... Marx jugeait sans indulgence les "chefs"

"En mars et avril, les chefs démocrates avaient tout fait pour embarquer le Peuple de Paris dans une lutte illusoire et... après le 8 Mai, ils firent tout leur possible pour le détourner de la lutte véritable". (Ed. Soc. p. 56)

En écrivant dans son livre déjà cité (note I) que Marx "renoua en 1871, à propos de la Commune, avec son anarchisme de 1844" M. Rubel semble suggérer qu'entre temps, il avait eu des conceptions différentes. Sans doute, M. Rubel veut-il dire seulement qu'entre temps Marx n'a pas eu l'occasion d'exprimer son anarchisme, puisqu'on peut lire dans le même passage, que "l'anti-étatisme de Marx était une des constantes fondamentales de sa pensée politique"

Quoi qu'il en soit, Marx avait grand soin de marquer la continuité de ses prises de position; dans une introduction à la Guerre Civile en France, intitulée Note de l'Editeur, on peut lire un extrait intéressant de la lettre de Marx à Kugelmann, du 12 Avril

1871:

"Dans le dernier chapitre de mon 18 Brumaire, je remarque, comme tu le verras si tu le relis, que la prochaine tentative de la Révolution en France, devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici mais à la briser. C'est la condition première de toute révolution populaire réelle..." (Oeuvres complètes, Ed. Soc. p.14)

Dès lors, une objection se présente avec insistance: comment expliquer les polémiques entre marxistes et anarchistes? Plus précisément, qu'en est-il de la "dictature du prolétariat"?

Il semble que les anarchistes de l'époque aient fait à Marx une mauvaise querelle; c'est en tout cas l'avis exprimé par Engels, dans une lettre datée du 18-28 Mars 1875, à l'époque où Engels vivait à Londres, près de Marx (16) et adressée à Bebel:

" il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune, qui n'était plus un Etat, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'Etat populaire, bien que le livre de Marx contre Proudhon, et puis le Manifeste Communiste disent explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste, l'Etat se dissout de lui-même (sich auflöst) et disparaît. L'Etat n'étant qu'une institution temporaire, dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre: tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la

liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour, où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot Etat le mot Communauté (Gemeinwesen); excellent vieux mot allemand répondant au mot français Commune".

Selon Engels, les anarchistes commettent en l'occurrence deux erreurs: d'une part, ils attribuent à Marx une doctrine "absurde": celle d'un "Etat populaire libre"; en effet précise Engels dans la même lettre:

"d'après le sens grammatical...un Etat libre est un Etat qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un Etat despotique".

Pourtant cette attribution à Marx d'une nouvelle forme d'Etat est persistante; dans un récent numéro de Ravachol (nouvelle série parue en 1961) G. Goldenfeld, s'autorisant d'Arvon, déclare:

"Marx propose l'intégration de l'Etat dans la société, l'Etat devenant l'image de cette société".

En quoi un Etat "intégré" dans la société se distingue-t-il d'une société sans Etat? Si l'Etat n'est que l'image de la société, qu'apporte-t-il à cette société en tant qu'Etat? Tout se passe comme si ces formules confuses n'avaient d'autre but que d'entretenir l'idée reçue d'une opposition entre Marxisme et anarchisme, à propos de la théorie de l'Etat, alors que la différence, nous le verrons, ne porte que

sur les moyens de suppression de l'Etat. D'autre part, (et c'est la seconde erreur; historique cette fois) Marx n'a jamais préconisé ce cercle-carré qu'est un Etat-libre. A la fin du second chapitre du Manifeste du Parti Communiste (1847) Marx et Engels insistent sur le fait que le pouvoir politique est "le pouvoir organisé d'une classe en vue de l'oppression d'une autre", et que, par conséquent, après la victoire du prolétariat-classe universelle, dans une société sans classe, le pouvoir politique est sans objet, et on ne peut plus parler que "d'individus associés" (éd. Costes, p. 97). De même dans la réponse à Proudhon, Misère de la Philosophie (1847) Marx est tout aussi net :

" Est-ce à dire qu'après la chute de l'ancienne société il y aura une nouvelle domination de classe? Non... la classe laborieuse subsistera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit." (Ed. Soc. p. 135).

Ce dernier texte semble-t-il, nous donne la clef de l'opposition entre Marx et les Anarchistes. Les Anarchistes préconisaient une destruction violente et immédiate de l'Etat, alors que Marx envisage une substitution progressive en relation avec le développement des forces productives (nous y reviendrons plus loin, à propos de l'aliénation économique). Certes, selon Marx, le prolétariat peut renverser par une violence brusque, l'Etat bourgeois; toutefois, pour vaincre la bourgeoisie, le prolétariat instaure une dictature provisoire, il se comporte un temps, comme une nouvelle classe dominante qui exerce, par conséquent, un pouvoir coercitif; l'Etat

n'est pas supprimé, mais comme cet Etat n'a d'autre but que d'instaurer la société sans classe, il n'a d'autre but que de supprimer la possibilité de tout pouvoir politique, de tout Etat. Dès lors, on comprend l'irritation de Marx lorsque les Anarchistes viennent lui dire qu'il conserve l'Etat, qu'il est pour l'Etat. En 1873, l'Almanacco Repubblicano per l'Anno, 1874, publie un article intitulé: l'Indifferenzia in materia politica (traduit en français dans Mouvement Socialiste, sept-Oct. 1913) Marx y raille les anarchistes et la négation de leur politique. Selon Marx, les anarchistes ont tort de critiquer les ouvriers et de les accuser du "crime effroyable de lèse-principe" lorsque :

"pour briser la résistance de la bourgeoisie ils donnent à l'Etat une forme révolutionnaire et passagère, au lieu de déposer les armes et d'abolir l'Etat".

Lénine lui-même écrivant en 1917, prend soin de préciser que Marx n'a en rien voulu défendre l'Etat en général:

"Il (Marx) ne s'élevait pas du tout contre l'idée que l'Etat disparaîtra avec les classes, ou sera aboli avec leur abolition".

Quelques lignes plus loin, Lénine insiste encore:

"Marx souligne expressément, pour qu'on ne vienne pas dénaturer le sens de sa lutte contre l'anarchisme, la forme révolutionnaire et passagère (souligné par Lénine) de l'Etat nécessaire au prolétariat".

Lénine conclut avec netteté :

"Le prolétariat n'a besoin de l'Etat que pour un temps. Nous ne sommes pas le moins du monde en désaccord avec les anarchistes quant à l'abolition de l'Etat en tant que but ".

Lénine marque bien que la polémique entre Marx et les Anarchistes ne porte que sur les moyens de réaliser la destruction de l'Etat.

S'il en était ainsi la différence ne serait pas considérable (en laissant entre parenthèse l'évolution postérieure de Lénine). Mais Lénine ne remarque pas assez que le débat porte en réalité, sur l'organisation de la violence provisoire; il ne voit pas que cette organisation, de par sa nature, survivra au besoin provisoire et instaurera une nouvelle domination (17). De plus, il n'est pas sûr que pour Marx, la violence d'un Etat provisoire fût inévitablement le seul moyen du socialisme; à ce sujet, les injures de Lénine ne peuvent suffire à invalider les démonstrations de Kautsky. Dans sa Bibliographie des Oeuvres de K. Marx, M. Rubel, sous le N° 718, résume ainsi un discours, prononcé le 8 septembre 1872, dans une réunion ouvrière organisée par la section d'Amsterdam :

"Alors que dans la plupart des pays du continent, la force doit être le levier de la révolution, des pays comme l'Amérique, l'Angleterre, etc... peuvent arriver au socialisme par des moyens pacifiques".

Ce discours fut publié notamment en français, le 15 Septembre 1872, par la Liberté de Bruxelles. On trouve la même opinion dans la préface à l'édition

anglaise du Capital (1886): Engels y rapporte que selon Marx,

"En Europe du moins, l'Angleterre est le seul pays où la révolution sociale pourrait se faire par des moyens pacifiques et légaux ".(Ed.soc.T.I.p.37)

Kautsky, (qui se réfère notamment au discours d'Amsterdam dans son livre: La Dictature du prolétariat p.20) se croit autorisé à écrire que Marx n'a pour ainsi dire, pas parlé de la dictature du prolétariat, qu'il ne s'agit que d'un "petit mot", écrit en passant (gelegentlich) et abusivement mis en exergue par les bolcheviks qui

" se sont souvenus à temps du petit mot (des Wörtchens) sur la dictature du prolétariat".(Cité par Lénine dans son viru lent pamphlet: La Révolution Prolétarienne et le Renégat Kautsky, Oeuvres choisies, Moscou 1948, II, 425).

Ne psychanalysons pas les injures ni la colère de Lénine, qui est à la tête de l'Etat soviétique lorsqu'il répond à Kautsky, coupable d'avoir, dès 1918, mis en lumière le divorce entre la théorie marxiste et la pratique bolchévique (18)

Pour être précis, il faut savoir que Marx a écrit au moins deux fois, l'expression "dictature du prolétariat": dans la lettre à Weydemeyer du 5 mars 1852, et dans les Notes marginales sur le Programme de Gotha, envoyées, à titre privé, en 1875, à W. Bracke, et publiées par Engels, en 1891. Naturellement, si on compte que par exemple la traduction des oeuvres de Marx (pourtant incomplètes) occupe envi-

ron 50 volumes, chez Costes, le pourcentage de la référence à la dictature du prolétariat reste faible. Toutefois, il faut accorder à Lénine qu'une statistique de ce genre n'est pas convaincante. Le Manifeste du Parti Communiste ne contient certes pas l'expression en question, mais envisage que

"le prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie, en arrive forcément à s'unir en classe", à s'ériger: "en classe dominante par une révolution" et à supprimer "par la violence les conditions anciennes de production (Ed. Costes, p. 97).

Dans la préface qu'il écrit en 1891 pour l'édition allemande de La Guerre Civile en France, Engels s'écrie:

"Voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air? Regardez la Commune de Paris C'était la dictature du Prolétariat". (Ed. Soc. p. 302).

Mais il faut dépasser la comptabilité des citations pour essayer de saisir l'intention globale de la démarche de Marx.

Dans cette perspective, on admettra facilement que Marx ne condamnait pas l'usage de la violence, accoucheuse de l'histoire. Résumant un exposé qu'il avait fait pour répondre à la question: qu'est-ce que le communisme? Engels écrit, le 23 Octobre 1846 au Comité de Bruxelles une lettre dont il adresse une copie à Marx:

"Je leur donnai une définition extrêmement simple...qui par l'affirmation de la communauté des biens, excluait les manières paci-

fiques, la douceur et les égards envers les bourgeois et même les ouvriers rétrogrades ainsi que la société par action de Proudhon... N'admettre pour réaliser ces intentions d'autre moyen que la révolution démocratique et violente (Correspondance, ed. Costes, T.I. P.69-70).

M. Rubel observe de son côté :

"Les révolutions européennes de 1848-49, ont profondément marqué la pensée sociologique de Marx et l'idée de la dictature du prolétariat a germé lentement dans son esprit pour prendre finalement la forme d'un axiome politique qui restera le postulat fondamental de sa théorie de l'Etat" (Biographie intellectuelle de Karl Marx, Paris, 1957, p.284).

S'il en est ainsi, quelle importance faut-il accorder au discours prononcé devant les ouvriers d'Amsterdam et à la préface de l'édition anglaise du Capital? (Textes précédemment cités). Pour "expliquer" cet abandon par Marx de la "révolution violente", Lénine dans son libellé contre Kautsky remarque que la violence avait surtout dans l'esprit de Marx, pour but de renverser le militarisme et la bureaucratie. Or, il se trouvait, ajoute-t-il, qu'à l'époque où Marx fit sa remarque, "dans les années 70", ces institutions (militarisme et bureaucratie) "justement en Angleterre et en Amérique... n'existaient pas" (souligné par Lénine, l.c.p. 434).

On pourrait déduire de ce texte de Lénine qu'étant donné qu'actuellement le militarisme et la bureaucratie existent en URSS, la transition vers le socialisme ne pourra résulter que d'une nouvelle révolution violente, et non, comme on le dit là-bas dans les textes de congrès, d'une évolution

graduelle. Pour rester dans le sujet, il faut se contenter de conclure que; de l'aveu même de Lénine la violence n'est qu'un moyen, nécessaire dans certaines circonstances (face au militarisme et à la bureaucratie) mais non d'une façon absolue. Dans l'Anti-Dühring, Engels fait ressortir les limites de la violence, en particulier lorsqu'elle est à contre-courant de l'évolution industrielle et technique:

"Si...l'Etat économique dépendait uniquement de la violence, on ne verrait pas du tout pourquoi, après 1848, Frédéric Guillaume IV ne put réussir, malgré sa "magnifique armée", à greffer dans son pays les corporations médiévales et autres marottes romantiques sur les chemins de fer, les machines à vapeur et la grande industrie qui était alors en train de se développer" (Ed. Soc. p. 215).

Surtout le rôle principal de la violence est de briser (zerbrechen) l'Etat bourgeois. (lettre à Kugelmann du 12 avril 1871). Il faut toute la mauvaise foi des marxistes officiels pour en déduire que Marx préconise un nouvel état prolétarien, aux mains d'une minorité bureaucratique, exerçant la terreur par une police secrète qui n'a aucun rapport avec la théorie marxienne du "peuple en armes".

Lénine s'indigne de voir Kautsky prétendre que si

" la Commune de Paris a été la dictature du prolétariat... elle a été élue au suffrage universel" (L.c. 435).

Il ajoute que si la police en Allemagne, n'interdisait pas de rire "en compagnie", Kautsky serait mort de ridicule; une telle agressivité peut se comprendre

venant de quelqu'un qui a dissous l'Assemblée Nationale russe. Mais ce que Kautsky rappelle et que Lénine ne veut entendre, c'est que pour Marx, la dictature du prolétariat est nécessairement démocratique puisque le prolétariat est la classe largement majoritaire, "universelle" par vocation puisqu'elle tend à supprimer la distinction en classes. Au contraire en préconisant le "centralisme démocratique" d'abord, "l'Etat prolétarien" ensuite, (avec cette manie qui deviendra systématique, de camoufler la réalité par ces adjectifs: "démocratique, prolétarien") Lénine organise en fait le pouvoir d'une minorité et trahit le Manifeste du Parti Communiste

"Tous les mouvements, jusqu'ici ont été accomplis par des minorités ou dans l'intérêt des minorités"

La révolution russe ne fait pas exception à cette vieille règle (19) et Marx concluait:

"le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité"
(Ed. Costes, p. 78).

Mieux, au sujet de l'Etat ce n'est pas à Marx seulement que Lénine est infidèle, mais d'abord à lui-même et plus particulièrement à ce qu'il écrivait dans L'Etat et la Révolution, rédigé en Août-septembre 1917.

"Aucun Etat n'est ni libre, ni populaire Cela Marx et Engels l'ont maintes fois expliqué". (Aucun est souligné par Lénine Oeuvres, Moscou, 1957, T. 25, p. 431).

D'autre part, Lénine insiste sur le fait qu'une

fois l'Etat bourgeois brisé, on ne doit pas re-constituer un autre Etat du même type, mais un Etat prolétarien, autrement dit un demi-Etat (Ibid p.429). Et plus loin:

"La démocratie de bourgeoisie devient prolétarienne.... Elle se transforme en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler un Etat "(Ibid.453).

Lénine s'en prend alors (et dans le contexte actuel c'est réjouissant) à "tous les opportunistes, les social-chauvins et les kautskistes qui "répètent" que la doctrine de Marx est que "le prolétariat a besoin de l'Etat "; mais proteste Lénine:

"ils oublient(mot mis entre guillemets par l'auteur et souligné par lui) d'ajouter...que d'après Marx il ne faut au prolétariat qu'un Etat en voie d'extinction, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à s'éteindre et ne puisse pas ne point s'éteindre "(Ibid.p.435-436).

Et comment se marquera ce dépérissement immédiat de l'Etat? Lénine cite l'exemple de la Commune de Paris; d'après le texte de Marx:

"le premier décret de la Commune fut... la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes".

Et Lénine ajoute que cette revendication figure maintenant au programme de tous les partis socialistes et il critique vivement les menchéviks qui après le 27 février "ont en fait,refusé de donner

suite à cette revendication" (Ibid 452).

Voilà l'armée rouge jugée. Certes, il est indispensable de réduire les anciens exploiters, mais point n'est besoin d'avoir recours à une "machine" répressive compliquée comme sont les polices des classes exploiteuses:

"le peuple peut mater les exploiters même avec une "machine" très simple, presque sans "machine", sans appareil spécial" (Ibid.501).

Pas de police secrète (20).

Le dépérissement immédiat se manifestera encore par "l'électivité et la révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception" (Ibid.453). Révocables ils le sont, certes, mais est-ce par leurs électeurs On connaît la suite: "réduction de leur traitement au niveau d'un normal "salaire d'ouvrier"(Ibid.455) Comme l'écrivait Lénine, "réfutant" Kautsky:

"on éprouve un véritable embarras de richesse",

pour opposer ce qu'il a écrit, à ce qu'il a fait. Il faut le répéter, en URSS, la raison du succès c'est l'échec du socialisme. La révolution telle que Marx l'entendait reste à faire.

Un théoricien yougoslave résume bien le chemin parcouru depuis l'ouvrage de Lénine:

"la théorie soviétique de l'Etat ne diffère point de la plupart des théories bourgeoises qui voient dans l'Etat, la Raison de l'Univers (Duguit). La seule différence (non essentielle) est que les théoriciens sovié-

"tiques divinisent l'Etat soviétique, en lui attribuant des attributs socialistes et soulagent leur conscience en anathématisant l'Etat "bourgeois" (Ljoubo Taditch, Questions Actuelles, N° 45-p.29)

On pourrait se demander si les yougoslaves ne soulagent pas eux- aussi, facilement leur conscience, en anathématisant l'Etat "soviétique", et si le bruit fait autour des conseils ouvriers est autre chose que magie verbale.

Quoi qu'il en soit, il est particulièrement injuste d'arguer de ce qui se fait en URSS pour opposer Marxisme et Anarchisme. Cependant on répondra qu'étant donné l'état arriéré de la Russie, en 1917, Lénine et plus tard Staline, (le "socialisme" dans un seul pays) ne pouvaient agir d'une façon notablement différente (21). Cela fait comprendre que la question de l'Etat est, en réalité, "secondaire" que cette aliénation résulte d'une autre plus profonde et "radicale".

D) L'ALIENATION ECONOMIQUE et SOCIALE

Pour l'exprimer sommairement, il semble que la différence essentielle entre la pensée de Marx et l'Anarchisme, réside en ceci: pour Marx la suppression de l'Etat n'est pas un but, ni un moyen c'est une conséquence de l'abolition des classes. La circulaire privée du Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs (Genève 1872) précise:

"Tous les socialistes entendent par anarchie ceci: le but du mouvement prolétaire

"l'abolition des classes, une fois atteint le pouvoir de l'État disparaît et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives".

On a assez répété que les diverses aliénations ne sont pas séparées les unes des autres, qu'elles se consolident réciproquement; toutefois, c'est l'aliénation économique qui est radicale, et on ne peut aboutir à une réelle révolution-suppression des aliénations que si on extirpe la racine du mal. De ce point de vue, la lutte terroriste contre les évêques, les philosophes ou les rois, n'est pas décisive; c'est là combattre les effets sans atteindre la cause; il faut transformer la société de telle manière que les hommes n'aient plus besoin des illusions de la religion, des "consolations" de la philosophie, de la "protection" des rois. La religion en laissant espérer aux hommes une égalité dans le ciel tendait à rendre plus facile l'acceptation de l'inégalité dans la société terrestre; de même la suppression de l'aliénation politique dans ce qu'elle a de plus voyant (le roi) et la revendication de la "souveraineté populaire" et du "suffrage universel", n'aboutissent qu'à ce qu'on appelle "la démocratie formelle" (21). Dès 1843, Marx souligne cette "mystification" dans la Critique de la Philosophie de l'Etat de Hegel:

"Les différents membres du peuple de même que les chrétiens sont égaux au Ciel et inégaux sur terre, sont égaux dans le ciel de leur monde politique, et inégaux dans l'existence terrestre de la société" (Costes, O.P.H.T. IV P.166).

La possession du droit de vote, par exemple, est illusoire et dérisoire au sein de la société de

classe, car à chaque époque les idées dominantes sont celles de la classe dominante (cf. L'Idéologie Allemande, Ière partie, Costes, T. VI, p. 193).

Intoxiqués dès l'enfance par "l'éducation", la presse, et aujourd'hui par la radio, le cinéma, la télévision, les hommes votent, sans s'en rendre compte, contre leurs intérêts profonds. D'autre part, l'avidité de jouir en détermine d'autres à s'allier cyniquement aux privilégiés, comme hommes d'affaires, homme de paille, homme de main, etc... L'ascension éventuelle de quelques uns a valeur de propagande: "vous voyez qu'avec du travail et des économies, on peut sortir de la misère !" L'exploitation en arrive à rêver qu'il peut se sauver seul autant qu'un autre, avec un peu de chance, et ainsi s'établit "l'égalité" entre la jouissance "en puissance" et la jouissance "en acte". Il en résulte une féroce compétition pour émerger réellement:

"C'est la curée aux postes plus élevés
c'est le carriérisme" (Critique de la
Philosophie de l'Etat de Hegel, Costes
O.P.H.T. IV, p. 102).

Mais combien réussissent (22), combien de morts (les purges) combien d'aigris, combien de résignés? Finalement on s'est contenté d'une illusion d'ascension au ciel des privilégiés, au lieu de faire descendre ce ciel sur la terre, par une révolution radicale. Mais alors que l'arriviste accepte la société de classe avec l'espoir d'atteindre les hautes sphères et donc ne conteste pas la société, mais sa place dans la société, de même le terroriste conteste moins en fait, la société injuste que les individus qui en profitent, étant entendu que cette terreur peut diminuer la jouissance des privilégiés en la minant par la crainte. Mais le roi mort, l'évêque mort, le dignitaire d'une chaire mort, sont aussitôt remplacés

par tous ceux qui guettaient justement cette mort et rien d'essentiel n'est modifié. Une révolte violente qui se contenterait de briser l'appareil de l'Etat serait vaine. Dans l'Ideologie Allemande cette thèse est présentée sans ambiguïté:

"(le) développement des forces productives (entwicklung der Productivkräfte) est une condition pratique préalable absolument indispensable, car sans lui, la pénurie (der Mangel) qui deviendrait générale et, avec le besoin (mit der Notdurft), c'est aussi la lutte (der Streit) pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement en plein dans la vieille merde (alte Scheisse)". (Deutsche Ideologie, Dietz, 3, 34-35). (Ed. Soc. p. 26).

Selon Marx, la liberté ne peut être assurée par une révolte, elle résultera d'une société nouvelle; sans cette transformation réelle des conditions d'existence, parler du "développement original et libre des individus n'est que de la phraséologie" (Ideologie Allemande, ed. Costes, T. IX. p. 98).

Trente ans plus tard l'opinion de Marx n'a pas changé; dans ses Remarques marginales sur le programme de Gotha, en 1875, il réaffirme que l'Etat a pour fonction de répartir la pénurie et que pour le supprimer, il faut donc, d'abord, réaliser l'abondance (à chacun selon ses besoins). La Liberté réelle ne commencera que lorsque le travail cessera d'être "un moyen de vivre", pour redevenir une fin en soi comme dans le jeu ou dans le travail de l'amateur. Engels confirme et résume cette thèse de Marx. Le prolétariat "s'empare du pouvoir d'Etat" en vue de transformer les moyens de production; ainsi, peu à peu, "le gouvernement des personnes fait

place à l'administration des choses...L'Etat n'est pas aboli, il s'éteint "Anti-Dühring Ed.Soc.p.320)

Dès lors, il n'y a plus de prolétariat en tant que tel, plus de classes (Ibid.319). Et Engels note explicitement que c'est ce qui fait la différence d'avec ceux qu'on appelle les anarchistes, d'après lesquels "l'Etat doit être aboli du jour au lendemain" (Ibid.320). Il semble qu'il soit nécessaire de bien insister sur ce thème: tout dépend des forces de production; c'est grâce à ce développement économique que pourront disparaître les soucis des "moyens d'existence individuels" et qu'il

"pourra être question pour la première fois d'une liberté humaine véritable, d'une existence en harmonie avec les lois de la nature (Ibid.p.147).

On voit par là combien les vieilles thèses concernant "le mécanisme absolu" et la soumission de l'homme au "déterminisme" rigoureux des lois naturelles aplatissent et finalement trahissent la pensée de Marx (24). On a vu que dès les travaux préliminaires à sa thèse de doctorat, Marx voulait voir dans la connaissance de la nécessité, le moyen pour l'homme d'agir sur la nature. Engels résumera cette pensée en termes spinozistes, dans l'Anti-Dühring (Ed.Soc. p.146):

"la liberté consiste à comprendre la nécessité. La nécessité n'est aveugle qu'autant qu'elle n'est pas comprise".
(la seconde phrase est une citation de l'Encyclopédie de Hegel).

Toutefois, la conception de Marx va au-delà de celle

des stoïciens, de Spinoza, de Hegel, ou de sa variante actuelle, chez Sartre: la connaissance des lois de la nature ne se réduit pas à une contemplation, elle permet une action, qui transforme les conditions d'existence chez l'homme et par conséquent ses motifs, ses mobiles, ses projets; elle rend réalisable et finalement réel ce qui n'était, avant cette action, que virtualité ou vain projet spéculatif. La connaissance de la nécessité n'est pas la liberté la liberté est au-delà de cette connaissance et par elle. La production des biens nécessaires à la satisfaction des besoins sera toujours soumise aux lois. Mais, ajoute Marx,

"C'est au-delà que commence le développement des forces humaines, comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté, qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume... de la nécessité". (Capital, Ed. Soc. VIII, p. 199).

Ainsi la connaissance des lois naturelles est la condition nécessaire, mais non suffisante de la liberté; toutefois, la liberté ne peut se situer en deçà, ni se réduire à une attitude de la conscience sans qu'on retombe dans l'éternel bavardage de la philosophie idéaliste, dont les brillantes analyses de l'Être et le Néant sont le dernier avatar. Sartre montre ainsi qu'il ne fait pas le modeste lorsqu'il avoue maintenant qu'il a, dans sa jeunesse, lu Marx sans le comprendre (cf. Critique de la Raison dialectique, p. 23).

A la fin, la convergence des analyses de Marx doit apparaître: l'individu autant que l'Etat ne sont que des êtres "historiques", des "moments" d'un ensemble en mouvement. Les aspirations de l'homme actuel ne sont pas des absolus, mais des lignes de

forces, vers un avenir; le salut individuel par l'illusion de la conscience est un opium et l'action terroriste une simple pierre qui fait quelques rides sur le lac. Ce qui est vrai de l'Etat et de l'individu est, naturellement des relations entre l'individu et l'Etat.

"Combien est absurde, s'écrie Marx, la conception qu'on s'est faite jusqu'ici de l'histoire, en négligeant les conditions réelles, et en limitant aux hauts faits des princes et à l'activité des Etats. "
(Idéologie Allemande, Costes.O.PH.VI, p.179)

Marx n'accorde pas grande importance aux motifs et aux mobiles des individus particuliers, fussent ils rois, et rien ne lui paraît plus dérisoire que l'explication des événements historiques par la "psychologie" des grands chefs. A quoi bon dès lors les assassiner? Selon lui :

" toutes les collisions de l'histoire ont...leur origine dans la contradiction entre les forces productives et la forme des relations" (Ibid. p.221).

Certes les apparences dissimulent souvent ces véritables causes profondes et l'agitation politique fait illusion. Après avoir analysé quelques textes de l'Idéologie Allemande, Axelos, dans sa thèse, n'en conclut pas moins:

"à l'intérieur de la pensée et de la politique post-marxiennes, nous assistons à une vengeance du politique sur l'économique"(Marx, penseur de la technique, Ed. de Minuit, 1961, p.90).

C'est là une appréciation superficielle: la consolidation de l'Etat-qui-devait-dépérir, en URSS par exemple, ne résulte qu'apparemment des décisions de Lénine et de Staline; mais comme cela est su de tous des conditions économiques à l'intérieur et à l'extérieur, tout comme la "victoire" d'un Kroutchev sur un Béria, résulte pour une bonne part, de la croissance économique qui est à la fois cause et effet de l'apparition d'une nouvelle classe, désireuse de jouir en paix de ses privilèges sans avoir perpétuellement à craindre un dictateur sanglant et soupçonneux. On ne peut s'en prendre au dogmatisme de l'explication univoque qu'à condition de ne pas retomber soi-même en deçà, dans les "évidences" de première apparence.

En résumé, la différence entre les anarchistes et les marxistes ne paraît résider dans une différence d'appréciation de l'importance des conditions économiques. En adaptant une formule connue, on pourrait peut-être dire que les anarchistes cherchent l'égalité dans la liberté (immédiate), les marxistes la liberté (future mais réelle) dans l'égalité (réalisée par la croissance économique, la technique et la science). Certes tout l'appareil répressif, sans compter la "pression sociale", fait obstacle à la liberté, mais il est insuffisant et peut-être vain de ne chercher qu'à détruire l'appareil répressif par une action violente immédiate, ou "l'ordre moral" par des manifestations scandaleuses dont les Surréalistes ont démontré, malgré eux, l'inanité (25). Ce qu'il faut, c'est changer l'homme en changeant ses conditions de vie

"il ne convient pas de châtier les crimes dans l'individu, mais de détruire les endroits anti-sociaux où naissent les crimes et de

"donner à chacun l'espace dont il a besoin dans la société pour le déploiement essentiel de sa vie". (La Sainte Famille, Costes II, p.234-235).

Il faut donc bien marquer que si le but est le même l'épanouissement libre de tous les hommes, les moyens sont différents; Marx accuse les anarchistes de ne s'en prendre qu'aux effets et d'être dupes du caractère spectaculaire d'une violence qui ne tue que la mouche du coche. La question de la liberté individuelle, celle de l'Etat ne sont pas séparables de l'étude de la société dans son ensemble, étude qui doit englober une théorie de prolétariat liée à celle du développement de la science et de la technique.

Comme on le voit, la présente mise au point n'est pas une confrontation "en forme" des thèses de l'anarchisme et du marxisme; d'ailleurs, une telle étude si elle était purement historique, n'aurait, à mon sens, que peu d'intérêt. Il m'avait semblé que, trop souvent, cette "confrontation" était bloquée par une série de préjugés et d'ignorances. Mon but serait atteint, si maintenant, une véritable discussion pouvait commencer.

Yvon BOURDET (1961)

NOTES

(I) Toutefois la thèse d'Axelos, Marx penseur de la technique, Ed. de Minuit, 1961, se réfère plusieurs fois à "l'anarchisme" de Marx. On lit: "Cet anarchisme communautaire qui anime toute la théorie marxienne de l'aliénation" (p.94), et plus loin: "sa pensée (de Marx) peut être caractérisée comme à la fois trop théorique ("idéaliste"), romantique anarchisante, etc... et trop pratique. (p.101). Mais on sait aussi les vives discussions que souleva cette thèse lors de sa soutenance, en 1959. De son côté, M. Rubel qui a dressé un très précieux inventaire des écrits de Marx (près de 1000 textes inventoriés et classés par ordre chronologique) se sent autorisé à dire: "on voit que l'anti-Etatisme de Marx était une des constantes fondamentales de sa pensée politique et qu'il renoua en 1871, à propos de la Commune, avec son anarchisme de 1844". (Karl Marx devant le Bonapartisme, Paris, 1960, note I).

Staline lui-même dans la suite d'articles écrits en 1906-1907 et réunis aux Editions Sociales sous le titre: Anarchisme et Socialisme, se borne à exposer les thèses marxistes et à montrer que les anarchistes ne critiquent pas le marxisme qu'ils ne connaissent pas, mais l'idée fausse qu'ils se font du marxisme: "on ne peut s'empêcher de rire, écrit-il quand on voit un homme lutter contre sa propre fantaisie, briser ses propres imaginations et assurer en même temps avec feu qu'il frappe l'adversaire". (p.16 et reprise de la même image p.68). Malheureusement pour Staline, ce qui en 1907 n'était effectivement qu'une imagination des anarchistes est devenu une réalité grâce à Staline lui-même, pour une bonne part. Rira bien qui rira le dernier.

(2) Ce choix parmi les écrits de Marx a malheureusement une incidence sur les éditions "complètes"; la grande édition allemande: Marx-Engels, Werke en cours de publication (9 volumes parus) chez Dietz à Berlin, réalisée d'après la seconde édition russe dont l'Institut du Marxisme-Léninisme a la responsabilité, est très incomplète. On a inscrit au dos du volume I : " 1839 bis 1844"; mais c'est une étiquette trompeuse; la date de 1839 ne concerne que Engels; le volume ne contient aucune oeuvre de Marx antérieure à 1842 et il est expurgé des "Manuscrits de 1844".

(3) On peut lire à ce sujet un article de Kautsky (Neue Zeit 1893) repris dans le Chemin du pouvoir (trad. Paris 1910). Voir aussi la Révolution Inconnue de Voline, Paris, 1947- l'Homme révolté de Camus, les textes de Marx et Engels réunis sous le titre : Contre l'Anarchisme, Paris 1935- Les Eléments du Communisme .

(4) Voir par exemple Lénine, Oeuvres, T. 25, p.555 Note 105.

(5) Plus exactement deux ans et demi après.

(6) Voir en particulier Auguste Cornu, K.Marx, et F. Engels, t.1er: Les années d'enfance et de jeunesse, Puf, 1955, p.64.

(7) A propos de la formation des idées philosophiques de K.Marx, chap.2, publié dans le N° 19 des Recherches internationales, p.II et 13.

(8) Voir les textes choisis "Sur la Religion" aux Editions Sociales, notamment le début de la Contribution à la Critique de la Philosophie du droit de Hegel, et le Capital, I, 90-91.

(9) Contribution à la Critique de la philosophie du droit de Hegel, Costes, O.Ph. T.I. p.85.

(10) Toutefois, il a bien fallu reconnaître que beaucoup de croyants sont eux aussi entrés en lutte contre le capitalisme et contre la bourgeoisie. En conséquence, la question se pose d'une alliance tactique avec certains "croyants" en vue de renverser le régime d'exploitation. Une fois la société sans classe établie, l'expérience montrera si la thèse de Marx est vraie ou si le besoin d'une religion subsiste. La religion ne doit être combattue que dans la mesure où elle est un obstacle à la révolution économique et sociale. (voir à ce propos le livre d'Otto Bauer, Le Socialiste, la Religion, l'Eglise, Bruxelles, 1928).

(11) La question de la philosophie marxienne a été abordée d'une façon un peu plus détaillée, dans les deux premiers numéros de la revue: Notes Critiques

(12) Tel est par exemple, l'avis de T. Togliatti, de Hegel au Marxisme, dans le N° 19 des Recherches Internationales, p.51.

(13) Cf. Emmanuel Mounier, Introduction aux existentialismes (Paris, 1947- p.90).

(14) La Pensée de Karl Marx, Seuil 1956, p.162.

(15) Il semble en avoir été de même pour la Révolution de 1917, si on se réfère aux faits rapportés par Trotsky, dans son Histoire de la Révolution Russe bien que Trotsky, en revanche, dans ses commentaires des événements, surestime le rôle des "dirigeants" Voir dans le N° 15-16 de NOIR & ROUGE, l'article intitulé: le parti Révolutionnaire et la spontanéité des masses.

(16) Dans un article violent contre Sartre, Chaulieu fait remarquer: "il est devenu fashionable depuis quelques années, parmi les amateurs de Marxisme et les demi-vierges de "gauche" d'opposer Engels à Marx. Ce qu'on trouve ou qu'on croit trouver, de mécaniste, de naturaliste, de "XIX^e siècle" dans le marxisme, c'est Engels. Marx, ah non ! Marx c'est le manuscrit de 44 et rien d'autre. Tout ce qu'Engels a publié du vivant de Marx a été soit approuvé par Marx avant sa publication, comme précisément l'Anti-Dühring, soit lu par Marx qui ne l'a jamais désavoué. De plus ce qu'on peut reprocher à Engels se trouve aussi chez Marx." (Socialisme ou Barbarie, N° 12, p.85).

(17) Voir à ce propos l'ouvrage de Voline, déjà cité La Révolution Inconnue, et les analyses parues, depuis 1948 dans la Revue Socialisme ou Barbarie (cf. aussi plus bas la note 21).

(18) le lecteur français peut lire aussi la traduction d'une autre vigoureuse critique des "réalisations" bolchéviques par K.Kautsky: Terrorisme et Communisme. Avec la démagogie la plus vulgaire Lénine croît se moquer de Kautsky en disant: "qu'il connaît Marx presque par coeur". De fait, avant la Révolution de 1917, Lénine n'était qu'une discipline de Kautsky lequel passait, aux yeux des marxistes, pour l'héritier et le continuateur de l'œuvre de Marx et de Engels.

(19) Trotsky n'en fait pas mystère, il écrit: "Le plus grand des actes démocratiques fut accompli d'une façon non démocratique. Le pays tout entier se trouva placé devant le fait accompli... par les forces d'une cité (Pétrograd) qui constituait à peu près la 75^{ème} partie de la population du pays" (Histoire de la Révolution Russe, le Seuil, T.I. p.138)

(20) Pour s'édifier, sur ce point (s'il en est besoin lire de Isaac don Lévine, L'Homme qui a tué Trotsky Gallimard, 1960.

(21) On ajoutera encore que les docteurs officiels du P.C. non seulement connaissent, mais admettent les textes que nous citons; ils admettent tout autant l'objectif final: le communisme devra réaliser les thèses les plus anarchisantes de Marx; mais en attendant, ils prétendent que l'Etat (avec armée, polices, contrôles) reste indispensable pour lutter encore pour lutter contre "l'encercllement capitaliste" et "répartir la pénurie". Le communisme ne peut se réaliser qu'à l'échelle mondiale et l'Etat dépérir que lorsque les besoins de tous pourront être satisfaits . Il n'en reste pas moins que "la centralisation étatique absolue dans tous les domaines comme écrit Henri Lefebvre en les soumettant à des organismes administratifs n'a pas de rapports nécessaires avec le renforcement de la défense nationale " (Problèmes actuels du Marxisme, Puf 1960 p.31). On peut ajouter que de l'aveu même de certains dirigeants de l'URSS, ces mêmes contrôles étatiques paralysent la production et n'empêchent pas des enrichissements individuels.

De plus ces apologistes de l'Etat "soviétique" laissent apparaître leur mauvaise foi en minimisant (voire en niant) les faits déplaisants: les camps les privilèges de certains individus, de certains groupes, etc.. Ce qu'on serait en droit d'attendre d'eux ce serait qu'ils expliquent comment la "classe" bureaucratique qui dirige et exploite l'économie arrivera à se liquider. Faut-il mettre son espoir dans le "bon coeur" de ces bureaucrates? Sinon, où lire la "description scientifique" du processus économique qui supprimera graduellement les privilèges des actuels dirigeants bureaucratiques? Certes on contestera que les dirigeants constituent une "classe", comment ne pas leur appliquer cette

définition de Lénine: " les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, par suite de la différence de la place qu'ils tiennent dans un régime déterminé de l'économie sociale ". (Oeuvres Choisies, II, 589) On le voit, Lénine néglige le critère de la propriété formelle des moyens de production, pour s'en tenir à celui de la "place" (dominante ou dominée) . D'ailleurs, l'histoire de l'évolution des sociétés humaines semble montrer que la lutte entre deux classes se "termine" par la victoire d'une troisième (cf. K. Axelos, Marx Penseur de la Technique, Ed. de Minuit, 1961, p.68). De son côté, P. Touilleux dans son Introduction aux systèmes de Marx et de Hegel, essaye d'interpréter le marxisme comme l'idéologie d'une nouvelle classe technocratique (Paris, 1960, p.175) Mais ce sujet ne peut être ici qu'évoqué.

(22) Voir Kautsky, Le Marxisme et son critique Bernstein, Paris 1900, p.319. Et aussi le N° 24 de Socialisme et Barbarie, Mai Juin 1958, p.144.

(23) On trouvera une description détaillée du carriérisme dans les "pays de l'Est" en lisant le livre de Djilas, La Nouvelle Classe.

(24) Dans son livre contre Bernstein (déjà cité) Kautsky dénonce la confusion entre matérialisme et déterminisme, entre déterminisme et mécanisme (p.18 et 23).

(25) cf. M. Nadeau, Histoire du Surréalisme.

AUTRES REMARQUES en vue

d'une CONFRONTATION

Ni Yvon Bourdet, ni son étude n'ont besoin d'être présentés aux lecteurs de N.&.R. qui connaissent déjà son travail consciencieux et honnête (voir N° I5-I6 de N.&.R.).

Les quelques lignes que je voudrais ajouter sont plutôt destinées à faciliter cette confrontation que nous souhaitons depuis longtemps: une discussion la plus objective possible, non pas tellement sur les différentes positions socialistes dans le mouvement révolutionnaire et prolétarien d'il y a un siècle, mais plutôt ces mêmes positions dans le contexte actuel en dépassant les réflexes affectifs, les questions de fidélité, les désirs d'avoir raison. Donc, avant tout, une vision critique des positions respectives. Dans ce sens, Yvon Bourdet dépasse les banalités et fait une critique assez approfondie du marxisme tout en restant marxiste. Espérons que nous serons capables de faire une critique analogue, tout en restant libertaires.

Comme cette confrontation vient précisément de commencer, et que nous sommes assez loin des conclusions, il est utile d'éviter certains malentendus. Nous donnerons donc dès maintenant, nos contre-remarques préliminaires.

Ce travail est déjà facilité par notre critique du livre de Daniel Guérin "Jeunesse du Socialisme Libertaire" (N.&.R/ N° 13). Nous renvoyons donc le lecteur au N° 13 de N.&.R. p.39 à 48.

Nous nous arrêterons ici seulement sur quelques points qui nous semblent particulièrement intéressants dans le travail de Y.B.

Ainsi il met l'accent sur la conception du jeune Marx encore lycéen sur l'individu et la société. Voilà un point sur lequel les anarchistes et les marxistes n'arrivent pas à se mettre d'accord. Si pour certains anarchistes-individualistes les rapports individus-société sont inévitablement "violents", il faut souligner que pour les anarchistes communistes, il s'agit aussi d'une organisation harmonieuse. Certaines pages de Kropotkine (que nous publierons dans le prochain numéro de N.&.R.) viendront en témoigner.

Pour souligner le rôle de l'individu Bourdet cite Marx (note N° 6) : à la différence de l'animal dont la vie est déterminée par des circonstances, l'homme s'efforce de déterminer librement les siennes ". En faisant même abstraction de la réalité "dite marxiste" (que Bourdet met en doute) nous ne sommes pas suffisamment convaincus que dans la théorie marxiste, la liberté, la libre initiative soient réellement envisagées; nous avons plutôt l'impression, jusqu'à preuve du contraire, que le déterminisme économique et historique, a tout simplement remplacé le déterminisme divin. Il ne s'agit pas seulement de centralisme, de démocratie, d'autonomie, etc... il s'agit du sentiment

profondément mystique et messianique de la mission historique qui prime tout.

Un autre point intéressant est la conception de l'aliénation religieuse de Marx. Il n'y a pas ici de différence, du moins dans la forme entre les marxistes et nous; l'athéisme révolutionnaire a toujours été à l'honneur. Nous rappelons entre autres le livre de Bakounine "Fédéralisme socialisme et anti-théologisme". Il existe pourtant des différences dans les concepts de base. Pour Marx la religion a une explication, une "raison d'être" dans le contexte social, la misère, l'existence des malheureux et des pauvres qui projettent leur égalité dans le ciel. C'est un fait, mais un fait insuffisant. La religion est non seulement une évasion, mais aussi une institution: pour ne parler que du christianisme, les 20 siècles de l'histoire de l'Eglise en tant qu'institution hiérarchisée, centralisée, absolue, dogmatique, tyrannique, étatique, économique, sont largement suffisants pour nous convaincre du fait que l'Eglise possède son propre pouvoir, son influence, son emprise au-delà des fonctions purement économiques. Ensuite et ceci est une critique plus générale, quand Marx a commencé sa carrière philosophique, la scène philosophique était dominée par Auguste Comte, apogée du rationalisme et du positivisme (ce fait philosophique a aussi son explication économique et même technique), et d'autre part, par les matérialistes allemands. Cet état d'esprit a dominé tout le siècle, et l'oeuvre de Marx se place dans le même contexte. La réaction contre cette exclusivité est venue plus tard: de Freud et des psychanalystes, avec tout leur monde inconscient; de Bergson, avec "l'impuissance de l'intelligence" et la revanche de l'intuition et de la force spirituelle; de Ribaud avec l'importance de l'affecti-

tivité; jusqu'aux surréalistes, en passant par les symbolistes. Les matérialistes, et nous sommes aussi des matérialistes, orthodoxes ont encore un vieux réflexe d'accusation d'"idéisme" contre tout ce qui leur échappe. Sans nier les faits matériels, il ne faut pas négliger l'emprise inconsciente, les archétypes de Jung ("l'âme collective historique") l'importance de l'irrationnel même, non seulement dans la religion, mais aussi dans les conduites collectives. Le conflit avec la nature, non seulement comme phénomène social mais aussi comme phénomène physique, entre aussi en jeu. Mais arrêtons-nous à ces remarques générales, car nous risquons autrement d'être emmenés trop loin dans l'ethnologie (par exemple le travail de Lévy-Strauss) et la Sociologie.

Les difficultés deviennent encore plus grandes quand on essaie de nous montrer Marx anti-étatiste, anti-dictature du prolétariat. Mais ces deux points sont suffisamment importants pour nécessiter une étude à part, et le matériel ne manque pas: " l'Etat et l'Anarchie" de Bakounine, de "L'Internationale" de J. Guillaume, de la discussion Plekhanov-Tchekesov, jusqu'à Camille Berneri en passant par Kronstadt, Makhno et l'Espagne; nous avons déjà donné le travail de Nieuwenhuis (N&R N°9) nous donnerons une étude sur la lutte des classes et la dictature du prolétariat de J. Kolev, et nous espérons ainsi déblayer le terrain.

Nous nous bornerons à noter ici que même les arguments d'Y. Bourdet n'arrivent pas à nous convaincre de la position anti-étatiste de Marx. Dans le meilleur des cas, nous sommes obligés d'accepter bien que cela aille dans un sens qui ne nous est pas agréable, que si Marx avait certaines

appréciations, certaines critiques vis à vis de l'Etat ces considérations restent en sourdine, assez secondaires, et même la Commune de Paris n'arrive pas à les faire ressortir. Il est évident que Marx a apporté beaucoup de lumière à l'économie politique, a approfondi l'étude du caractère du capitalisme a souligné les faits importants dans les rapports des classes; mais je continue à penser qu'il n'a pas compris le vrai sens du pouvoir sous forme de l'Etat ou non, transitoire ou non, dictature ou non. Il pêche par excès d'économisme, et ce fait ne lui a pas permis de saisir le reste.

Comment autrement lire "la classe ouvrière érigée en classe dominante" (Manifeste Communiste 1846), comment accepter l'opinion d'Engels " Commune de Paris, c'est l'exemple même de la dictature du prolétariat " (même Kautsky et Bourdet le souligne, rappelle que les comités étaient élus); comment interpréter: " l'Etat a pour fonction de répartir la pénurie, et pour le supprimer il faut d'abord réaliser l'abondance" (Lénine, lui, attendait la société sans classe pour supprimer l'Etat)?

Un autre point sur lequel il faut s'arrêter plus longtemps, c'est l'oeuvre positive et négative de Lénine. Car le mythe du grand Lénine commence à s'ébranler en partie, et on commence à parler de Lénine, de sa trahison vis à vis du marxisme. (voir Kautsky) de la trahison aussi du Lénine d'après Octobre 1918 par rapport au Lénine d'avant 1917.

Il nous semble qu'Y. Bourdet est trop indulgent envers les anarchistes. Car dans leur attitude et aussi dans certaines de leurs conceptions

il y a pas mal de lacunes, d'insuffisances, de généralités, de répétitions, de vieilles formules, Il fait seulement la remarque suivante: "une révolte violente qui se contenterait de briser l'appareil de l'État serait vaine". Il faut le dire, nous sommes plus obsédés par "comment démolir l'État" que par notre attitude après; pour nous le pouvoir est simplifié dans un sens contraire à Marx, symbolisé par la police et l'État. Par exemple si nous ne voulons pas former de gouvernement, nous serons toujours obligés de former un "comité de défense" de la Révolution victorieuse (ce qu'a fait Makhno) Autrement ça ne vaut pas la peine de se battre pour la victoire, mais ce comité, n'est-ce pas le pouvoir pour certains? Une autre remarque: la lutte terroriste; pour nous, comme pour la plupart des libertaires, il s'agit d'une tactique de propagande, et non d'une stratégie révolutionnaire. Le terrorisme dépend des circonstances politiques telles qu'il devient parfois une forme de propagande et d'agitation efficace. Le terrorisme n'est pas forcément synonyme d'anarchisme, ni forcément une exclusivité anarchiste... Historiquement, il semble qu'il fut introduit par des émigrés russes, ou en tout cas imité de l'exemple de la fameuse Organisation de Combat du parti socialiste-révolutionnaire.

Le fond du problème pour en arriver à la confrontation, est l'inaptitude de Marx à concevoir tout simplement la liberté. En réaction à la liberté fictive et illusoire de la bourgeoisie, il a conçu une autre liberté aussi fictive et illusoire: "le véritable royaume de la liberté c'est qu'elle ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur un autre royaume: de la nécessité" (Engels, cité par Bourdet).

Leur conception de la liberté est ainsi assez particulière: plus proche du bien être, de la satisfaction, de l'abondance, du travail-jeu, du travail-plaisir. En tout cas une notion avant tout et presque exclusivement économique. Mais l'être humain ne peut être, seulement, ni primordialement résumé en un producteur consommateur (tout en étant bien sûr producteur et consommateur) La liberté de Marx et Engels est donc une partie de la liberté, mais non la liberté entière, la liberté humaine.

SOLIDARITÉ



Dans le dernier numéro de N.&R., nous avons exposé à nos lecteurs l'affaire de Genève, soit le cas de quatre militants libertaires du groupe "Ravachol", arrêtés en février dernier, après l'attaque du Consulat franquiste. Voici les dernières nouvelles reçues de ses camarades:

Le 12 tout (la liberté provisoire avait été à chaque fois refusée) Lepère, Frocheux et Langendorf, se présentèrent devant la Chambre d'accusation, laquelle acceptait de les libérer

contre une caution de 10.000 N.F. et reconnaissait dans ses attendus le côté politique de l'affaire.

Une semaine après, les avocats ayant pu "seulement" réunir la somme globale de 21.000 NF pour les trois camarades, ceux-ci se présentent à nouveau devant la Chambre qui accepte cette somme. L'après-midi même Lepère, Frochaux, et Langendorf sortaient de prison. Ils sont donc actuellement en liberté provisoire sous caution.

Une ombre à cette excellente nouvelle: le 4^e copain, Claude Chehon, étant mineur au moment de l'affaire, tombe sous une juridiction spéciale et se trouve toujours dans une maison de redressement dont nous espérons tous qu'il sortira prochainement, en liberté provisoire. Il ne sera, en tout cas, jugé qu'après les trois autres camarades dont le procès d'Assises aura lieu soit cet hiver (Janvier) soit en Mars, plus probablement. Nous aurons très certainement l'occasion de reparler de ce procès. En attendant, les camarades remercient tous ceux qui les ont aidés, prouvant une fois de plus que la solidarité anarchiste n'est pas un vain mot.

On nous informe de la création d'une maison d'accueil des vieux militants anarchistes en Sardaigne. Aux camarades désireux d'aider cette réalisation, nous communiquons l'adresse:

SERRA, à BARRALI (CA)

ITALIE.

DANS 
NOTRE
COURRIER

-du Camarade M. de Paris:

"Il me semble que la conclusion à "pré-
jugés racistes" est confuse et pas assez vaste. Car
la vraie raison du racisme, à part la religion,
(catholiques et juifs) à part l'économie (pauvres
blancs", et chinois ou nègres) c'est la sexualité.
Ces fariboles de races, couleurs, sont la passion
qu'exerce un groupe, une société contre les étran-
gers et le principal fondement de cette société est
le mariage. Pourquoi accuse-t-on les nègres de viols
aux U.S.A.? Parce qu'ils prennent les femmes, et
c'est là qu'est le point sensible du racisme. On ne
demande jamais: "que penserais-je si mon fils épou-
sait une jaune", on dit "que penserais-je si ma
fille épousait un jaune".

"Tout racisme se base sur l'inégalité
de l'homme et de la femme dans un groupe; si on per-
met à la rigueur au mâle d'épouser une femelle étran-
gère, (parce qu'une femme n'est pas dangereuse), en
revanche le groupe se sent violé si une femelle
prend un mâle d'un autre groupe (car les hommes du
groupe de la femme sont offensés).

Ainsi le racisme est-il fonction de la morale sociale, et il ne peut disparaître qu'avec cette morale, au profit bien sûr, d'une nouvelle morale fondée sur une nouvelle société.

o o o o o o

- d'un camarade de Levallois (Seine) P. -

"sur la difficulté d'être anarchiste:"
la flemme morale des lecteurs, leur habitude d'exiger tout mâché, etc...? Oui, mais du moment qu'on se décide à écrire il faut le faire en profondeur il faut justement le mâcher et digérer. Sous prétexte que chez les anars, il n'y a pas de "têtes pensantes", on opte pour la facilité, le superficiel. Il n'y a qu'à voir ce que le mouvement adonné comme ouvrages depuis 1920...

"L'organisation" n'est pas à sa place dans cet article. Le problème est mal posé: créer "l'homme anarchiste" avant l'organisation, c'est un peu comme qui a été créé d'abord, la poule ou l'oeuf? C'est une prise de position individualiste voir bouddhiste, gandhiste, mais si l'on peut créer l'homme anarchiste sans (ou avant) l'organisation spécifique de combat et d'éducation, on peut dire qu'on peut créer l'humanité de demain, bienheureuse ou anarchiste, sans passer par la révolution. L'homme anar ne peut se passer de son organisation et vice-versa.

"La qualité ou la "quantité"? une nouvelle recrue tous les 15 mois ou dix nouveaux adhérents tous les mois? C'est selon. Les deux sont valables. La qualité n'est pas forcément liée au petit nombre

"Tout à fait d'accord pour la démystification. Et pour le reste."

.....

-du camarade R.F. de Strasbourg:

...Ton premier papier sur la "difficulté d'être anar", m'avait un peu inquiété dans la mesure où l'accent mis sur la morale "éthique libertaire", annonce en général une position de repli, genre individualiste, ou éducationniste. Mais le deuxième papier remet bien les choses en place rigueur morale dans l'action, le combat social et révolutionnaire de tous les jours. D'accord tout particulièrement avec ta réaction contre la démission et l'abdication du gars face "aux penseurs". Mais peut-être n'as-tu pas envisagé une difficulté préliminaire à la difficulté d'être anarchiste: la difficulté de garder la conscience d'être anarchiste, la conscience de ce que ça implique sur tous les plans. Rien ne s'use si facilement que la conscience révolutionnaire, quand on n'est pas vraiment contraint à la bagarre, par une pression extérieure, économique et politique, ou pris dans un grand mouvement collectif. Dans ce sens, d'autres papiers de votre dernier numéro allaient bien avec le tien: le racisme, le contrôle des naissances. D'où l'importance aussi comme tu le dis, de parvenir à former un nombre plus restreint de gars plutôt que d'en teindre un paquet".

.....

- DERNIERE MINUTE -

Nous apprenons l'interdiction officielle de la presse républicaine et libertaire espagnole en France.

Après l'arrestation des camarades espagnols le mois dernier (sur II, un encore est en prison), après l'intimidation d'il y a un an (demandant de ne pas attaquer ouvertement le régime franquiste), le gouvernement français continue de plus en plus à s'accorder avec celui de Madrid. Les républicains et les antifascistes éprouvés sont de nouveau "surveillés" ... pendant que les plastiquiers et les putschistes bénéficient de l'indulgence pour ne pas dire la compréhension du régime.

Nous nous solidarisons avec les camarades espagnols. En même temps, nous attirons l'attention sur les dangers que représente toute entorse au principe d'asile politique. Le souvenir des camarades espagnols livrés par le régime de Vichy aux allemands (ainsi que celui des émigrés antifascistes allemands livrés par Staline à Himmler) n'est pas encore oublié.

-:-:-:-:-

